

« Chaque histoire locale nous raconte avec fierté comment un moine est venu construire une abbaye. Mais il semble important de rappeler qu'un paysan est venu saccager cette même abbaye. »

NUNATAK

REVUE D'HISTOIRES, CULTURES
ET LUTTES DES MONTAGNES

En couverture : « Le travail est nécessaire
Mais s'il faut rester
Des semaines sans rien faire
Eh bien... on s'y fait »

Marie Laforêt, *La tendresse*

NUNATAK

Dans une langue inuit, le terme *nunatak* désigne une montagne s'élevant au dessus des étendues gelées, où se réfugie la vie pour perdurer pendant l'ère glaciaire.

Cette revue se veut un support pour développer et partager nos critiques, depuis les régions montagneuses que nous habitons. Nous désirons aussi chercher des moyens de concrétiser notre opposition au monde tel qu'il se présente à nous, dévier du sentier balisé des flux de la marchandise et de l'autorité, nous attaquer à ce qui nous sépare les uns des autres, nous plonger dans les histoires que racontent les ruisseaux, les êtres, les arbres ou les rochers...

Revue d'histoires, cultures et luttes
des montagnes

Automne - hiver 2020/21

Prix librairie : 3 €

Prix libre partout ailleurs

Illustrations de Anaïs Chanex

Si vous êtes intéressés pour participer à la revue, vous pouvez vous mettre en contact avec la rédaction par courrier ou par mail.

N'hésitez pas à nous transmettre vos propositions de textes ou d'illustrations, vos commentaires, vos retours et vos critiques.

Nous sommes disponibles pour effectuer des présentations publiques de la revue.

revuenunatak@riseup.net

Nunatak
c/o La Lézarde
66 Grand rue
30270 Saint-Jean-du-Gard

Pour la distribution, il est possible de commander des exemplaires que l'on s'arrangera pour vous faire parvenir d'une manière ou d'une autre.

revuenunatak-diffusion@riseup.net

Les articles et les numéros de Nunatak sont consultables en ligne sur revuenunatak.noblogs.org

Bien que notre adresse postale se situe dans les Cévennes, la rédaction est disséminée entre les Alpes, les Pyrénées et les Vosges...

Nous remercions toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration et à la diffusion de cette revue.

ÉDITO	2
LE TOURISME, ET LA MORT	4
PÉRÉGRINATION SUR LES PENTES DE L'EVEREST	
PANE E VINO, E LA PAGA SUBITO !	13
ENTRETIEN AVEC UN VENDANGEUR ET UNE VENDANGEUSE, SAISONNIERS EN SUISSE ITALIENNE	
360 DEGRÉS DANS UN COUSSOUL	20
TÉMOIGNAGE D'UNE BERGÈRE SALARIÉE DANS LA CRAU	
FACE À FACE	28
SALE EXPÉRIENCE EN ESTIVE	
QU'ELLE EST BIO MA VALLÉE !	38
OPÉRATION DE MARKETING VERT DANS LA VALLÉE DE LA DRÔME	
QUAND LES ABBAYES BRÛLAIENT...	45
UNE HISTOIRE DES RÉVOLTES PAYSANNES EN ALSACE AU XVI ^E SIÈCLE	
LA PICHARLERIE	54
LA DESTRUCTION D'UN LIEU DE MÉMOIRE, ENTRE ÉMOTION ET RÉSISTANCE	



ÉDITO

La montagne a une économie principalement liée aux saisons, qu'elles soient agricoles ou touristiques. Beaucoup de saisonniers et saisonnières y vivent, pour un hiver ou pour des années. Au sein de la revue, plusieurs personnes ont connu ou connaissent cette situation – estive pastorale, saisons agricoles, touristiques ou métiers de l'animation – et sont traversées par des questionnements et des contradictions.

Le travail saisonnier, c'est avant tout du travail, c'est-à-dire une activité qui permet la production de biens et / ou de services. Selon nous, il est facile de tomber dans le piège de la comparaison entre ce qu'on appelle « job alimentaire », c'est-à-dire dévalorisé, qu'on n'apprécie pas mais qui est nécessaire, et le « travail passion », qui serait émancipateur, agréable, porteur de *sens*. Ce mythe est utilisé, pas seulement par les patrons, mais aussi par tous ceux qui nous disent « vous avez de la chance, vous êtes en vacances toute l'année ». Comme si un joli paysage, un beau petit ruisseau, l'attachement à un troupeau de bêtes (ou d'enfants!) pouvait remettre en cause des revendications salariales.

Pourtant, ce n'est pas parce que l'on fait un travail que l'on aime bien, dans un environnement montagnard bucolique que l'on sort des logiques marchandes, avec leur lot d'exploitation, de sexisme, de racisme, de rapports hiérarchisés. Qu'est-ce qui nous pousse alors à accepter ces conditions? N'y a-t-il pas là un mirage, une illusion de liberté ou de « pouvoir choisir »?

La marchandisation incessante des rapports sociaux et de la « nature » est rendue acceptable dans la mesure où elle crée des emplois, horizon indépassable de notre société. À une époque où les petits boulots se multiplient et s'enchaînent et où le modèle du plein emploi s'effondre, le travail temporaire, sous contrat ou statut précaire, devient la norme. Hier encore, des organisations syndicales s'opposaient au statut de travailleur saisonnier parce qu'il n'offrait pas un emploi permanent et stable sous la forme d'un CDI. Cela illustre bien la précarisation du salariat.

Bien d'autres formes de travail existent, ne sont pas reconnues comme telles, et sont souvent très critiquables : volontariat, woofing, bénévolat, travail domestique, etc. Remercions au passage le travail gratuit des femmes, un service rendu à la patrie... et au foyer! Nous n'abordons malheureusement pas ces situations dans ce numéro.

Si la question du travail s'impose comme une injonction dans nos vies et nos relations, nos réflexions nous donnent envie de la dépasser en nous questionnant sur ce que pourrait être une activité « libérée » de toute aliénation.

Même si dans les textes proposés nous notons certaines limites quant à la manière dont le travail est mis en perspective, c'est bien une critique globale du capitalisme qui sous-tend nos réflexions et notre propos.

Dans ce numéro, deux articles sont des témoignages de bergères salariées s'étant retrouvées dans des situations complexes qui brisent l'imaginaire que l'on se fait de ce métier.

Face à face dénonce une situation de harcèlement et de violence sexiste au travail, le tout dans un espace particulièrement isolé. Il illustre bien les rapports de domination dont découle cette violence, et qui traversent tous lieux et tous milieux.

Un article dessiné, *360 degrés dans un coussoul*, nous présente le lieu de travail d'une bergère. Au premier abord, il apparaît tout à fait charmant mais lorsque l'on élargit le cadre, il se révèle peu idyllique, voire nocif.

L'isolement qui caractérise le travail saisonnier complique toute velléité d'organisation revendicative. Dans *Pane e vino, e la paga subito !* deux vendangeurs en Suisse parlent de leur situation et des perspectives de luttes pour améliorer leur condition dans un article issu de la revue italienne.

À l'autre bout de la planète, *Le tourisme, et la mort* relate une grève des sherpas – porteurs et guides d'altitude – se déroulant après une avalanche ayant emporté plusieurs des leurs sur les pentes de l'Everest.

Trois articles abordent des thématiques que nous avons aussi à coeur de développer dans la revue. *Quand les abbayes brûlaient* propose une histoire de révoltes paysannes ayant eu lieu au XVI^e siècle dans le massif des Vosges. *La Picharlerie* raconte les réactions de la population locale suite à la destruction d'une ancienne ferme dans une vallée des Cévennes. Enfin, *Qu'elle est bio ma vallée !* critique les mutations actuelles du capitalisme en présentant la stratégie de marketing territorial du projet « Biovallée » dans la Drôme, visant à verdir l'image du territoire pour mieux y attirer touristes et investisseurs.

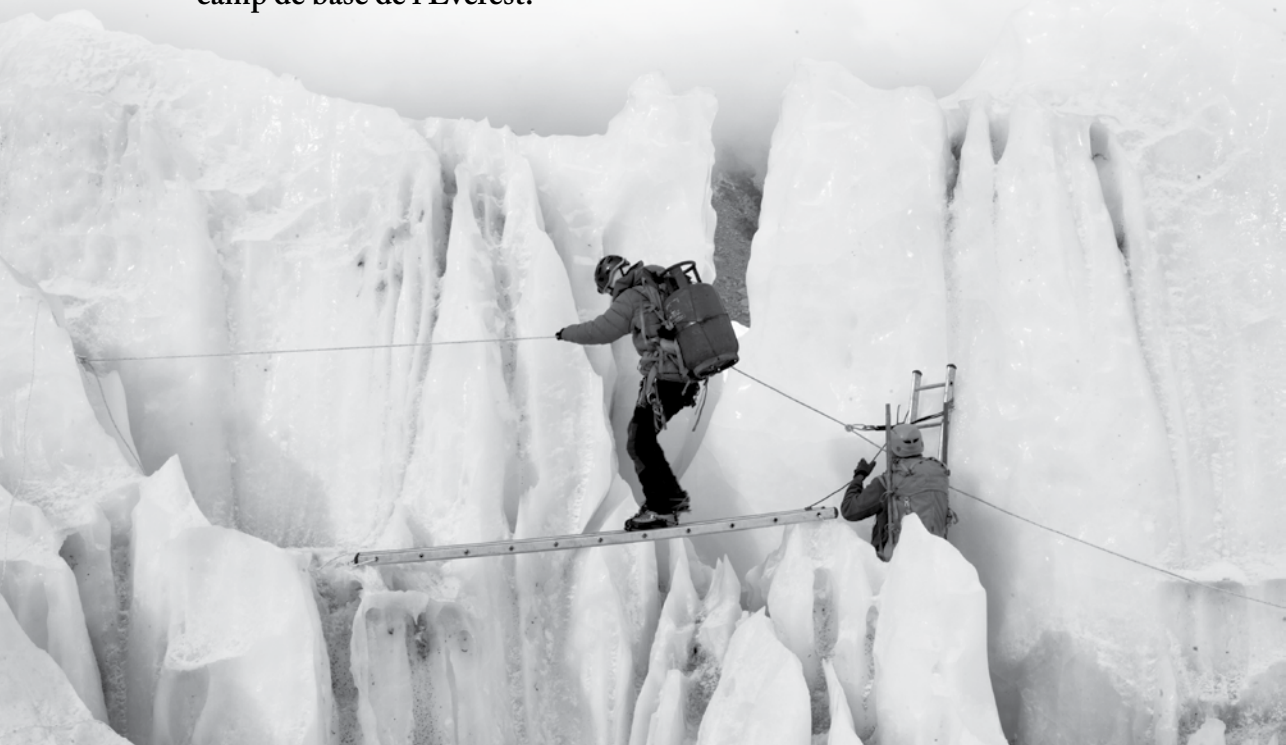
Bonne lecture !



LE TOURISME, ET LA MORT

PÉRÉGRINATION SUR LES PENTES DE L'EVEREST

Au printemps 2019, alors que nous tenions un stand au salon du livre de montagne à Oloron-Sainte-Marie, nous avons trouvé l'ouvrage *Sherpas, fils de l'Everest ; vie, mort et business sur le toit du monde*, écrit par Patricia Jolly et Laurence Shakya. Au même moment, des images d'impressionnants embouteillages au sommet du mont Everest remplissaient la toile. Les médias ont alors évoqué, souvent de manière spectaculaire, les dangers de cette ascension. En enquêtant sur place et auprès des sherpas directement, les auteures de ce livre apportent un éclairage rare et complet sur les conditions de vie et de travail des porteurs d'altitude. Les réflexions qui suivent s'appuient sur ce livre et les sources que l'on peut avoir à portée de clavier, ainsi qu'un entretien téléphonique avec Tirtha, ancien accompagnateur de treks et Indraman Tamang, chef cuisinier au camp de base de l'Everest.



« Bas les couilles d’l’Himalaya
bas les couilles j’vise plus l’sommet
mon cœur fait oulalala... »

PNL, Au DD

« Sans le tourisme de l’Everest, le Népal ne peut survivre » Pertemba Sherpa, alpiniste et homme d’affaires¹

Engendrant plus d’un million d’emplois, le tourisme est la deuxième source de revenus du Népal, après les dons humanitaires. Parmi la multitude de treks et d’expéditions proposés, l’ascension du mont Everest par son versant sud, culminant à 8 848 m d’altitude, est de loin la plus attractive pour les amateurs de sensations fortes. Ces dernières années, des alpinistes du monde entier se bousculent pour atteindre ce sommet, provoquant de véritables embouteillages sur les cimes². En 2019, 381 permis d’ascension



ont été accordés, un record. Outre les quelques 10 000 € par permis empochés par l’état népalais, l’exploitation de l’Everest représente une manne financière primordiale pour toute la région.

Ces riches clients seraient « incapables de se passer des services des travailleurs locaux dans cette course peu technique mais très éprouvante physiquement et psychologiquement ». Une expédition coûte plusieurs dizaines de milliers d’euros et dure environ deux mois : après huit jours de marche, les prétendants au sommet s’installent au camp de base (5 364 m), puis s’acclimatent progressivement à la très haute altitude où l’oxygène se fait rare, en effectuant des allers-retours entre les camps supérieurs, y séjournant brièvement.

1 Cette citation et les suivantes sont toutes extraites, quand ce n’est pas précisé, de l’ouvrage *Sherpas, fils de l’Everest*, de P. JOLLY et L. SHAKYA.

2 En 2019, en plus des 644 personnes (touristes et sherpas confondus) qui ont atteint le sommet par la voie népalaise, la montagne a été foulée par tous ceux n’atteignant pas le point culminant. Ces embouteillages occasionnent de nombreux cas de gelures et d’hypoxie. Le 24 mai 2019, après douze heures d’attente dans la “zone de la mort” – altitude supérieure à 8 000 m – plusieurs grimpeurs ont trouvé la mort.

Sherpas et sherpas

Le terme *Sherpa* avec un S majuscule désigne une ethnie d’origine tibétaine ayant émigré vers le Nord-Est du Népal il y a environ 500 ans. Habités à la vie en haute altitude, les Sherpas ont historiquement accompagné les expéditions sur le mont Everest. Ils parlent leur propre langue, le sherpa, proche du tibétain, bien que la plupart maîtrisent le népalais, la langue officielle. Si aujourd’hui les travailleurs d’altitude peuvent être issus d’autres ethnies, ils sont, par abus de langage, tous nommés *sherpas*, avec un s minuscule, le terme désignant donc le métier de porteur.

Les sherpas, eux, ont pour missions de monter les effets personnels de leurs clients, d'installer de confortables campements – vaisselle en porcelaine pour certaines expéditions luxueuses! – et d'équiper les voies supérieures au camp I³. Ils effectuent de multiples rotations entre les camps, souvent plusieurs par jour, portant jusqu'à 50 kg chacun : tentes individuelles, sacs de couchage, cordes, bouteilles d'oxygène, tables, chaises, vivres, réchauds, bonbonnes de gaz, etc. Le salaire des sherpas, bien au-delà du revenu moyen népalais, varie selon le nombre de rotation et la charge transportée.

Pour les habitants de sa région, le plus haut sommet du monde est objet de coutumes, d'histoires et chargé de sacré. En

1865, il a officiellement été nommé par les Anglais le mont Everest – bien que les populations locales soient en incapacité de prononcer ce terme! – en hommage à un géographe britannique n'ayant jamais mis les pieds au Népal⁴. En 1960, les autorités, dans le contexte d'un processus d'unification du pays – la « népalisation » – décident de lui trouver un nom népal : il sera nommé *Sagarmāthā*, « dont la tête touche le ciel ». Mais les Sherpas, quant à eux, ont toujours utilisé le terme tibétain *Chomolungma*, « la déesse mère des vents ».

Par ailleurs, *Chomolungma* serait le palais de la déesse Miyo Sangma Lang, l'une des « cinq sœurs de la longue vie » qui fournissent de la nourriture aux habitants

3 Entre le camp de base et le camp I se trouve l'*Icefall* – cascade de glace – amoncellement de blocs de glaces et de crevasses du glacier du Khumbu se déplaçant continuellement, qu'une équipe spécialisée de sherpas, les *Icefall doctors* se charge de sécuriser quotidiennement.

4 « Les colons britanniques lui ont donné ce nom uniquement parce qu'ils pensaient qu'il n'en avait pas, c'était très prétentieux et étriqué de leur part de croire qu'ils pouvaient faire des découvertes partout. » Professeur Chen Qingying, du centre de recherche tibétologique de Chine. [Traduction par nos soins]

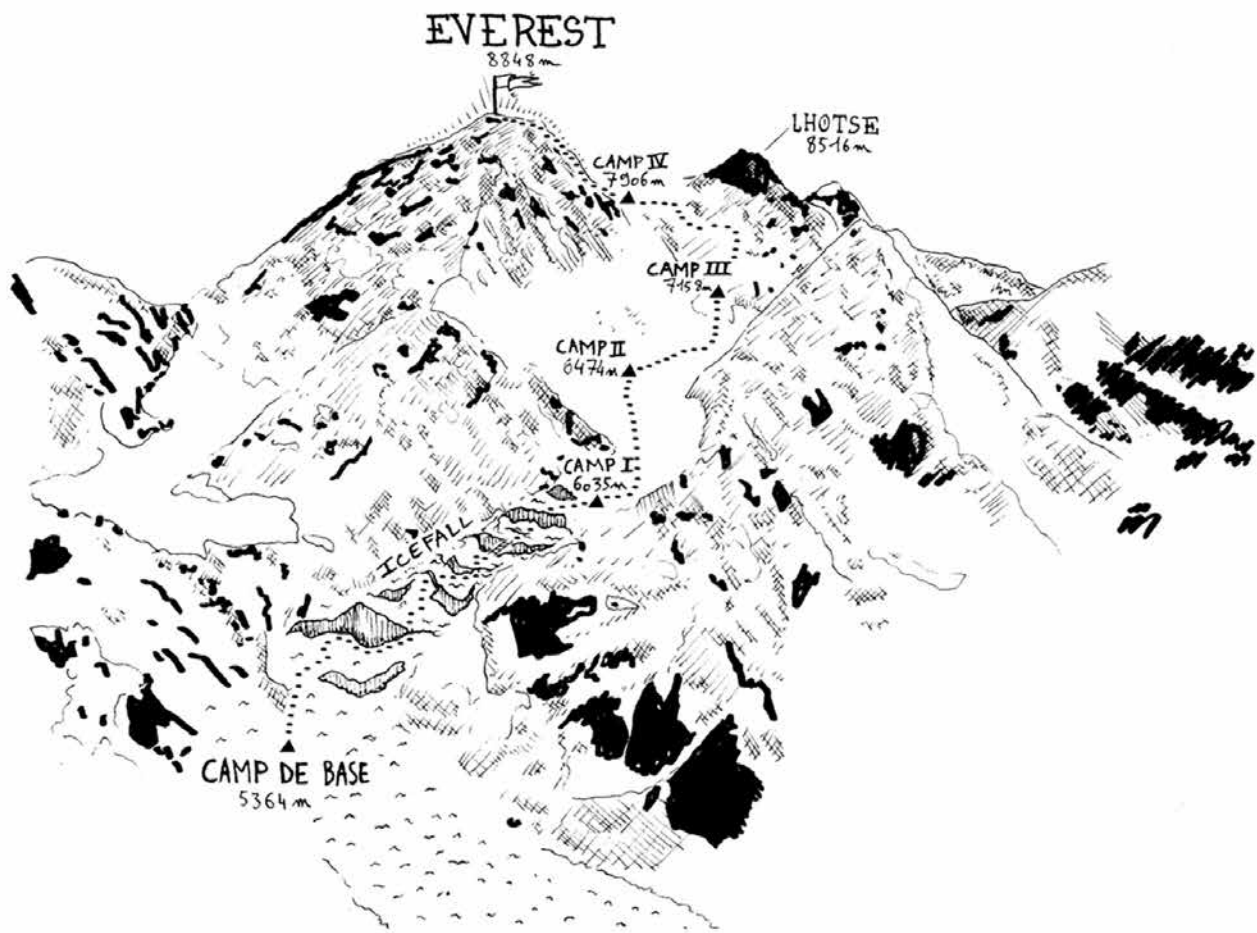
« Well, we knocked the bastard off!¹ » Edmund Hillary, triomphant, descendant du sommet.

À partir de 1921 une dizaine d'expéditions tentèrent en vain d'atteindre le sommet du mont Everest. C'est le 29 mai 1953 qu'il sera « vaincu » pour la première fois par Norgay Tenzing Sherpa et le néo-zélandais Edmund Hillary. Des moyens faramineux sont mis en place pour cette expédition, la plus chère jamais organisée. Elle dura plusieurs mois et mobilisa près de 350 porteurs acheminant plusieurs tonnes de matériel à travers le Népal, de Katmandou au camp de base.

Ce succès aura une forte dimension patriotique pour l'Empire britannique, coïncidant avec le couronnement de la reine Élisabeth II le 2 juin.

Kancha Sherpa, dernier survivant de ce périple, se souvient : « À l'époque, je me demandais vraiment pourquoi grimper sur cette montagne-là était tellement important pour ces étrangers. Moi, je n'y étais que pour gagner ma vie. »

1 « Eh bien, on se l'est fait le salaud! »



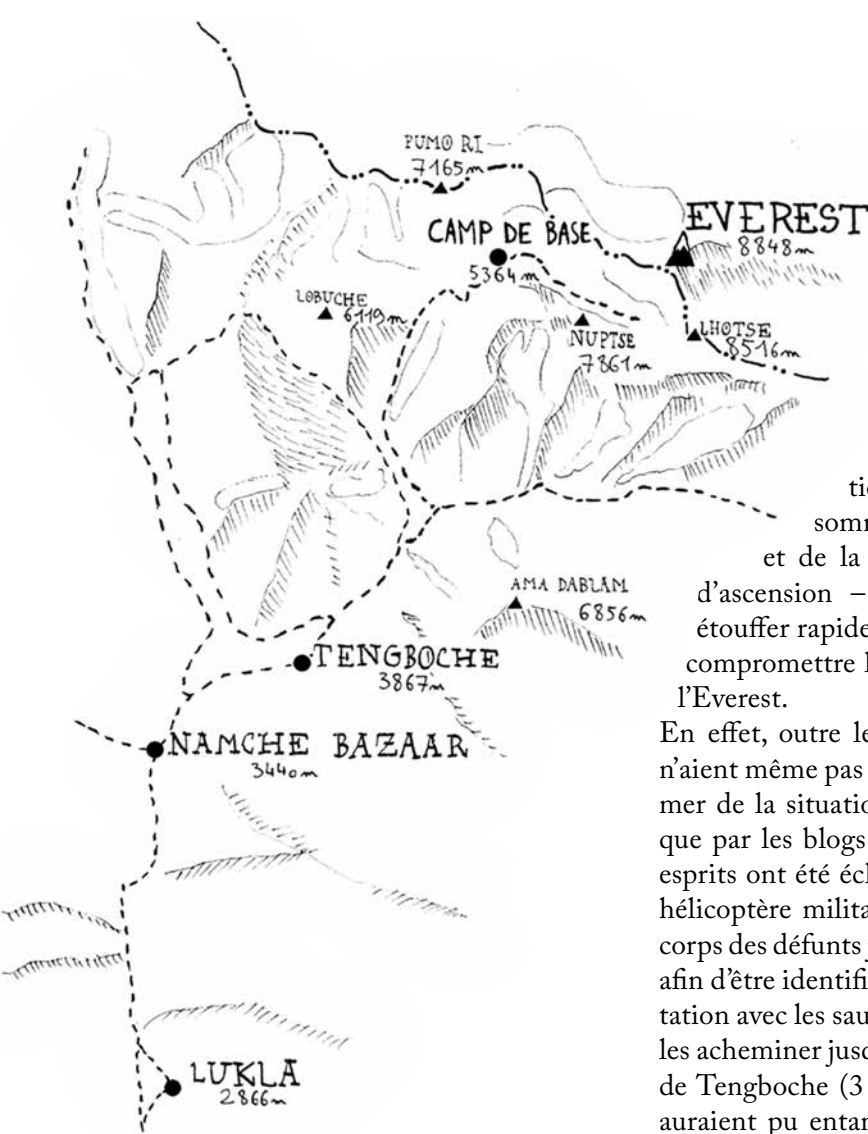
depuis les cinq plus hauts sommets himalayens. Aujourd'hui encore des *pūjās* – rites d'offrande – sont pratiquées avant toute ascension, pour demander l'autorisation de pénétrer la montagne et la clémence de la déesse. Très appréciée du touriste, la *pūjā* fait partie intégrante du pack-ascension. On peut se demander dans quelle mesure elle est aujourd'hui considérée comme un simple folklore, une animation amusant le client.

**« Je voulais courir mais je n'en ai pas eu le temps, nous étions piégés »
Dawa Tashi Sherpa⁵**

Le 18 avril 2014, il est 6 h 45 du matin lorsqu'une imposante chute de sérac se produit sur l'épaule ouest surplom-

bant l'itinéraire de montée, sur la portion nommée l'*Icefall* entre le camp de base et le camp I. Près de 200 sherpas s'y étaient élancés trois heures plus tôt, chargés d'imposants paquetages destinés aux camps supérieurs, dont l'installation doit être faite avant l'arrivée des riches clients des agences d'expédition. Ce « glaçon » de la taille d'un immeuble emporta avec lui seize travailleurs d'altitude, et en blessa neuf dont trois grièvement. Seuls treize corps ont été retrouvés, les trois autres étant enfouis sous plusieurs centaines de mètres de glace.

« Bien sûr, les habitués de l'Everest côtoient sur ses flancs, depuis des décennies, les dépouilles de grimpeurs étrangers ou népalais statufiées par le froid dans les positions les plus incongrues, après avoir



succombé à l'épuisement, aux chutes ou aux effets de l'altitude. Mais cette fois, c'était différent. Jamais dans toute son histoire cette montagne n'avait pris la vie d'autant de sherpas en une seule fois, et leurs pairs répugnaient à fouler la sépulture de glace improvisée qui emprisonnait les malheureux demeurés introuvables. »

Une fois les opérations de secours terminées, cette mise en lumière brutale de leur condition déclencha un mouvement de revendications et de grève inédit

chez les travailleurs d'altitude, attisé par la passivité, voire le mépris du gouvernement népalais, et plus particulièrement du MoCTCA – ministère du tourisme, de la culture et de l'aviation civile, en charge des sommets de plus de 7 000 m et de la délivrance des permis d'ascension – qui espérait pouvoir étouffer rapidement l'affaire et ne pas compromettre la saison touristique de l'Everest.

En effet, outre le fait que les autorités n'aient même pas pris la peine de s'informer de la situation sur place autrement que par les blogs et réseaux sociaux, les esprits ont été échaudés par l'envoi d'un hélicoptère militaire pour trimpler les corps des défunts jusqu'à Lukla (2 866 m) afin d'être identifiés, sans aucune concertation avec les sauveteurs qui comptaient les acheminer jusqu'au proche monastère de Tengboche (3 900 m), où les familles auraient pu entamer les rites funéraires bouddhistes au plus vite⁶. Pour finir, l'annonce du versement à chaque famille d'une indemnité dérisoire de 40 000 roupies (350 €) acheva d'illustrer le manque de considération des dirigeants népalais et rendit l'attitude des sherpas restés au camp de base plus vindicative.

6 L'identification aurait dû être faite par les officiers de liaison du ministère directement sur place au camp de base, s'ils n'avaient pas été tout simplement absents, malgré les 2 600 € de salaire saisonnier qu'ils empochent pour faire le relais entre les expéditions et les autorités. Leur absence explique également le manque d'informations dont disposaient les représentants du ministère...

« J'ai dit aux gens du ministère "soit vous acceptez nos demandes, soit nous cessons le travail et la montagne sera inaccessible" » Pasang Bothe, guide d'altitude et moteur de la contestation

Le 20 avril, à la suite d'une assemblée ayant réuni deux à trois cent sherpas, une liste de revendications est couchée sur papier. Elle contient notamment l'augmentation des primes d'assurance en cas de décès et d'accident; la prise en charge financière des funérailles, des missions de secours hélicoptérées, de l'hospitalisation et des soins des blessés; la prise en charge de l'éducation des enfants orphelins et de la formation professionnelle pour les veuves; l'autorisation d'utiliser des hélicoptères pour l'acheminement du matériel au camp II et de l'entreposer jusqu'à la saison suivante (pour éviter les allers-retours des sherpas sur la périlleuse cascade de glace du Khumbu); la création d'un fonds de soutien pour les travailleurs d'altitude financé par 30% de la somme générée par les permis d'ascension; l'obtention de la totalité des salaires des sherpas pour la saison de printemps quelle qu'en soit l'issue; l'érection d'un monument en mémoire des victimes.

Ce document a été immédiatement remis au MoCTCA, mais il aura fallu l'intervention de différents représentants des intérêts des opérateurs d'expédition ainsi que de l'association professionnelle des guides de montagne pour décider le ministère à envoyer douze émissaires au camp de base le surlendemain, le 22 avril. Entre temps, d'intenses discussions ont eu lieu entre les sherpas à propos du choix de continuer le travail sur l'Everest ce printemps ou non.

Il serait dommage de se priver du passage relatant cette rencontre, tant il est éloquent : « Leur transport express depuis les 1 340 m d'altitude de la capitale népalaise, Katmandou, jusqu'aux 5 345 m du camp de base, qui les a contraint d'utiliser de l'oxygène artificiel durant toute la réunion, plaçait surtout ces bureaucrates dans une position peu avantageuse pour négocier avec des interlocuteurs beaucoup moins sensibles à l'hypoxie... Selon plusieurs témoins, certains sherpas, furieux, auraient d'ailleurs tenté de débrancher les réserves d'air des officiels. Les travailleurs d'altitude se sont en effet toujours sentis déconsidérés par ces hindouistes de haute caste, lettrés et purs citadins, qui monopolisent postes administratifs et portefeuilles gouvernementaux, et délivrent les permis d'ascension à prix d'or en se targuant de tout ignorer du milieu de la montagne qui fait la richesse du pays dès que le débat porte sur les conditions de travail des sherpas. Ces hommes des plaines arguent en effet volontiers de leur méconnaissance des cimes pour se défausser sur les opérateurs d'expédition qu'ils qualifient généreusement d'"experts" et de "responsables" en la matière. Branchés à leurs bonbonnes d'oxygène, les représentants du MoCTCA ont donc rencontré les travailleurs d'altitude pendant deux heures et demie avant d'accéder à toutes leurs demandes. »

Malgré ces concessions du ministère – mesures dont l'application se révélera toutefois laborieuse et partielle – aucune expédition ne gravira l'Everest par le versant népalais pour le reste de la saison. Enfin, presque aucune. C'était sans compter sur l'opiniâtreté de la milliardaire chinoise Wang Jing, prête à remuer ciel et terre – et surtout à faire chauffer la carte

bancaire! – pour réaliser le défi sportif qu'elle s'était lancé⁷.

« Notre sang est répandu sur cette montagne... Ces 40 000 roupies représentent-elles tout ce que valent nos vies? » Pasang Lhamu Sherpa Akita, alpiniste

Si les porteurs d'altitude ont refusé de grimper ce printemps-là, il est difficile d'affirmer que le seul moteur en soit la contestation, bien que les menaces explicites de représailles formulées par certains « grévistes » envers d'autres sherpas et organisateurs d'expédition s'ils maintenaient leurs ascensions semblent avoir produit leur petit effet. Beaucoup refusèrent aussi par respect pour les morts, en particulier pour les trois sherpas dont

les corps n'ont pu être retrouvés, d'autres sous la pression de leurs proches qui craignaient pour leur vie, ou encore par traumatisme d'avoir frôlé la mort.

Pourtant, les revendications qui se sont exprimées fortement à ce moment-là n'avaient rien de nouveau, et étaient portées essentiellement par les plus jeunes des travailleurs, dont la conception du métier s'éloigne de plus en plus de la représentation historiquement construite du « bon compagnon » loyal et souriant, forgée dès les années 1920 lors des premières expéditions britanniques. Cette nouvelle génération a une conscience plus aiguisée de la distribution inégalitaire des richesses et des risques liés à l'Everest, et entend bien obtenir plus de reconnaissance que ses aînés. Si un sherpa, en acceptant de risquer sa vie tous les jours, peut gagner entre 2 000 et 6 000 € pour une saison alors que le salaire moyen

⁷ Cet épisode édifiant sera développé dans un futur article.



Les sherpas se mettent d'accord sur une liste de revendications



*Pasang Bothe adresse la liste à la délégation du ministère.
On aperçoit en arrière-plan le pan de montagne qui s'est écroulé*

au Népal est d'environ 160€ par mois, ce n'est pas grand-chose au regard des 30 000 à 90 000€ que débourse chaque client pour l'ascension.

Une partie de ces jeunes travailleurs souhaite se professionnaliser afin de contester le monopole des guides occidentaux sur la gestion des expéditions. Certaines agences financent même à leurs guides des formations d'alpinisme, notamment à Chamonix et en Italie. Cependant, de nombreux sherpas affirment faire ce métier non par choix mais par nécessité, la région du Khumbu n'offrant que très peu de possibilités de gagner sa vie correctement, causant un important exode de population vers Katmandou. Ainsi, de nombreux travailleurs arrêtent une fois qu'ils ont mis assez d'argent de côté pour développer une activité moins risquée – souvent liée à l'hébergement touris-

tique – et payer des études à leurs enfants, afin de leur éviter d'avoir à chausser les crampons à leur tour.

Malgré cela, une foule toujours plus nombreuse s'entasse chaque année au camp de base dans l'attente de la fenêtre météo qui présagera la futile satisfaction de « l'avoir fait ». L'industrie de l'Everest déplore le manque de sherpas expérimentés pour accompagner ces clients dans leur course à l'égo, et développe en conséquence de nouvelles expéditions *low cost* employant des travailleurs d'autres régions, novices en la matière et s'exposant donc à de plus grands dangers. L'affluence oblige également à doubler le nombre d'échelles et de cordes fixes afin d'éviter les bouchons, ce qui a pour effet d'augmenter le nombre de passages et le temps de présence des porteurs dans la zone mortelle de l'*Icefall*.

Depuis l'accident de 2014, seule une partie des revendications a été réellement obtenue⁸. Si les veuves et les orphelins ont effectivement bénéficié d'un soutien financier important, ce n'est aucunement grâce à l'action du gouvernement. Ce sont les organisations humanitaires financées, voire gérées, par des alpinistes occidentaux qui ont pris en charge cette « solidarité ». Cela semble révéler le sentiment de culpabilité des étrangers envers les sherpas, mais également le tour de passe-passe par lequel l'État népalais s'appuie sur cette générosité pour calmer la colère de toute une population sans qu'une roupie ne sorte de ses caisses. Générosité qui, depuis soixante-dix ans, bâtit des écoles, des hôpitaux ou des routes, maintenant ainsi la région du Khumbu dans la dépendance la plus totale au tourisme de l'Everest. Il est difficile de mordre la main qui nous nourrit.

8 La couverture décès et accident a été portée de 9000 à 14000€ environ, et un fonds de soutien a été créé, mais alimenté par 5% du prix des permis d'ascension et non 30% comme le demandaient les sherpas.

Les riches prétendants à cette désolante aventure – qui consiste à déployer des moyens colossaux pour atteindre un sommet à l'autre bout de la planète en faisant risquer leur vie à des travailleurs dont on ignore à peu près tout des réalités – semblent pour beaucoup avoir été plus affectés par la grève et l'impossibilité de réaliser leur défi que par le sort des sherpas⁹.

Un article paru il y a quelques temps dans le numéro 2 de *Nunatak* se demandait si les espaces de montagne n'avaient d'autres alternatives que le tourisme ou la mort. Sur les pentes de l'Everest, les deux cohabitent à merveille.

Léa Dapèges et Nil Syan Galvos
Cartes illustrées de Riatri

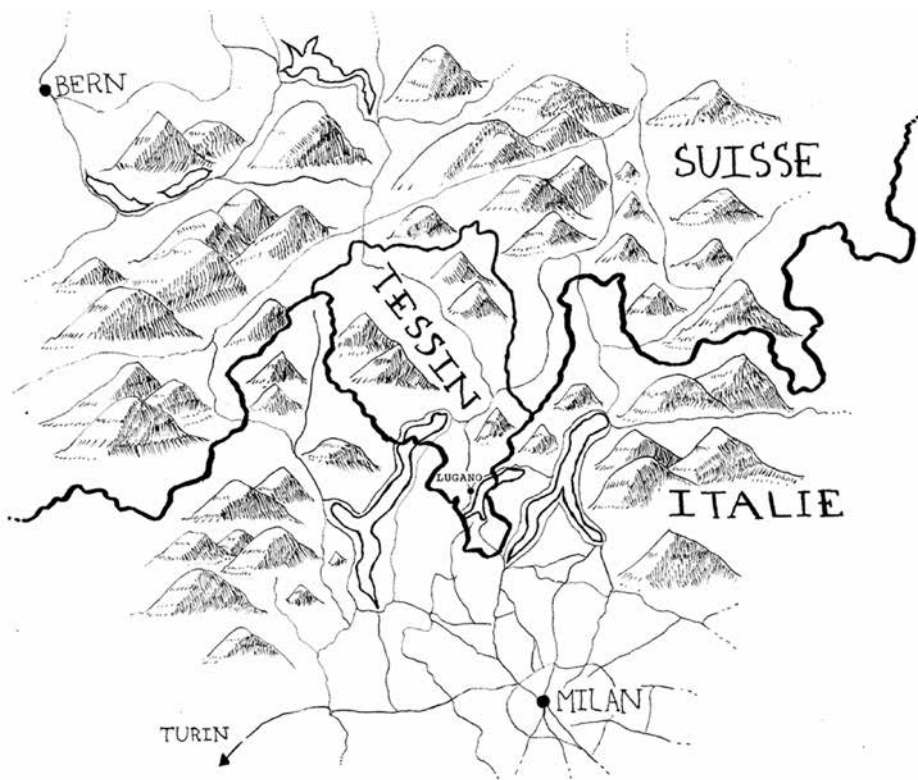
9 Voir à ce sujet l'affligeant blog www.markhorrell.com/blog/2014/ (en anglais) d'un client déçu, témoin du mouvement de contestation qui a suivi l'avalanche.

Au printemps 2020, les frontières du Népal ont été fermées et la population confinée, annulant la saison sur l'Everest. Des centaines de guides, porteurs, cuisiniers, se sont retrouvés sans emploi. Un emploi qui permet de vivre toute l'année sur les revenus engrangés en à peine deux mois. Pour compenser quelque peu cette énorme perte de revenu, les travailleurs de la montagne ont proposé de monter des expéditions de nettoyage des pentes de l'Everest, jonchées de détritiques abandonnés par les touristes. Mais le parlement n'a finalement pas donné son accord. Les agences ont pour certaines dédommagé en partie leur personnel, mais de très nombreux travailleurs n'ont aucune ressource depuis l'automne 2019. Beaucoup d'entre eux ont été contraints de retourner dans leur famille dans les villages du Khumbu, pour un « retour à la terre » forcé, assurant une subsistance jusqu'au retour des touristes.

PANE E VINO E LA PAGA SUBITO !

ENTRETIEN AVEC UN VENDANGEUR ET UNE VENDANGEUSE, SAISONNIERS EN SUISSE ITALIENNE

Le texte qui suit est une traduction d'un article paru fin 2019 dans le numéro 54-55 de la revue de nos acolytes de *Nunatak, rivista di storie, culture, lotte della montagna*. Il s'agit d'un entretien réalisé avec deux amis travaillant comme saisonniers viticoles dans le canton du Tessin, en Suisse italienne. Au-delà d'une simple mise en lumière des conditions de travail, leur intention en diffusant cet article est d'envisager, avec les autres saisonniers, la mise en oeuvre d'outils de lutte pour résister à l'atomisation que provoque la précarité de ce type de travail, et obtenir des améliorations concrètes.



Le travail saisonnier, un temps caractéristique des habitants des montagnes, concerne aujourd'hui de nombreuses personnes qui partent à l'étranger pour faire les récoltes de fruits, vendanger, faire pâturer les troupeaux. Des emplois saisonniers, mais souvent pas occasionnels, aux conditions de travail et aux salaires variables, aux côtés d'immigrés d'autres pays. À travers cette discussion avec deux amis rentrés des vendanges en Suisse italienne, nous tentons de réfléchir aux difficultés, aux perspectives de lutte et aux contradictions qui caractérisent un mode de travail particulier mais toujours plus répandu.

Tout d'abord, en quoi consiste le travail et dans quelles conditions se déroule-t-il ?

Giacomo : Le travail peut être agréable, tu es en plein air, tu t'occupes de plantes dans un environnement varié, changeant au gré des domaines. J'ai toujours travaillé dans de petites entreprises familiales. Notre principal travail est de récolter le raisin dans les rangées de vignes en déplaçant des cagettes qui pèsent entre douze et quinze kilos. Si le raisin n'est pas bon

(fermentation, moisissure grise), il faut sélectionner les grains et dans ce cas c'est plus pénible. S'il pleut, normalement, on ne cueille pas. On commence à huit ou neuf heures pour que le terrain soit assez sec. Les rangées, taillées selon la méthode Guyot ou en cordon Royat, ne sont pas aussi basses qu'en France et sont en général sur terrain plat, même en montagne où elles sont sur des terrasses. Les porteurs passent prendre les cagettes avec une brouette à moteur, plus rarement avec le tracteur, et à dos d'homme lorsque le terrain ne s'y prête pas. Ce sont de petits vignobles de tailles diverses, nichés dans les collines, des exploitations dépassant rarement les quatre hectares. L'herbe y est un peu haute, on y pratique peu le désherbage. Tu peux trouver quelques orties mais à part les années exceptionnellement pluvieuses et difficiles, le travail se fait bien. On peut discuter, poser des questions et apprendre beaucoup de choses. Par ailleurs, il y a le travail en cave, qui chez les petits vigneron succède toujours à la récolte. Le soir, on peut donner un coup de main en faisant quelques heures de plus et ainsi apprendre des bribes du métier.



Eleonora : Moi je travaille souvent pour des entreprises un peu plus importantes qui embauchent aussi à d'autres moments de l'année, en particulier pour l'épamprage¹ et la taille en vert aux alentours du mois de mai. Le travail n'est alors pas si bucolique. Les rangées sont souvent longues, pénibles, mais surtout le rythme et les horaires ne sont pas si détendus. Le responsable du vignoble, qui n'est pas le propriétaire, mais un employé en charge d'une partie de l'entreprise, te suit à la trace : il place souvent les personnes à bonne distance l'une de l'autre et les sépare si elles parlent ensemble. Et puis parfois, il se permet de faire des remarques aux travailleurs, et en particulier aux travailleuses dans les milieux fortement masculins. Depuis quelques années, les plus grosses entreprises recourent à des équipes organisées par un chef. Cela leur facilite le travail puisque le responsable ne doit plus s'adresser qu'à ce chef. Ce sont des équipes d'Europe de l'Est, de Roumains et de Bulgares (avant c'était les Portugais) avec lesquels il est difficile de communiquer, à cause de la langue mais aussi de leur mode d'organisation. Dans plusieurs cas, on a appris qu'il s'agissait de *caporalato*². En Champagne et dans le Beaujolais, les médias ont aussi relayé cette année des cas d'exploitation humaine proche de l'esclavage envers une main-d'œuvre immigrée et sans-papiers. Je suis persuadée que cela arrive aussi en Italie, surtout dans les zones de monoculture viticole du Nord-Est.

1 Taille des jeunes rameaux « inutiles » afin de favoriser la maturation des branches fruitières.

2 Traite du travail (les chefs d'équipe empochent une partie du salaire des ouvriers).

Giacomo : Dans les entreprises familiales, les vendanges sont un moment important et on considère que celui qui y travaille participe à la réussite de l'année. On t'offre le repas, le café, un en-cas et du vin. En général ils sont reconnaissants et l'ambiance est amicale.

Eleonora : Dans les gros domaines, ça ne se passe évidemment pas comme ça, notamment par rapport au logement. Ce n'est pas comme en France. Tu ne peux pas camper et chacun doit se débrouiller comme il peut. C'est problématique lors des années pluvieuses car il y a souvent plusieurs jours d'arrêt. Ça veut dire que s'ils sont pressés de récolter parce que le raisin est en train de pourrir, d'un jour à l'autre ils décident de modifier le nombre de travailleurs en appelant beaucoup de gens d'un coup, réduisant ainsi le nombre de jours de travail prévus pour chacun. Il est important d'avoir un endroit où se poser et de pouvoir rencontrer les autres, comme c'est arrivé cette année à *Little Italy*³, que des copains et copines militantes ont mis librement à disposition pour ceux qui viennent de loin pour travailler ici.

Et le salaire ?

Giacomo : Le salaire final change beaucoup selon l'année. Cette année [2019, *N.D.L.R.*] a été particulièrement bonne du fait de la quantité de raisin et des conditions climatiques : cela signifie beaucoup de travail en continu. J'ai travaillé tous les jours pendant trois semaines et je crois que je ramènerai à la maison un peu plus de 1 000 euros net. Mais ce n'est pas toujours comme ça : il peut y avoir un trou

3 Espace au sein du *Centro sociale Il Molino*, une maison occupée à Lugano.

d'une semaine entre les cépages blancs et le merlot, un autre encore avec le cabernet, et à la fin tu te fais 400 ou 500 euros en travaillant peu, mais en restant trois semaines sur place.

Eleonora : Le salaire horaire varie de treize à quinze francs suisses (douze à treize euros) mais ça dépend ensuite du taux de change, qui nous est favorable depuis quelques années. Les salaires de seize ou dix-huit francs (pour les porteurs, les conducteurs de tracteur et le travail à la cave) ne se font presque plus. Dans certaines entreprises où ils payaient seize francs l'heure, maintenant on est à treize, et ils voudraient encore réduire une partie de la paye en nous payant en nature. Vu qu'une bouteille peut valoir quinze, dix-huit, ou même vingt-cinq francs et plus, vous pouvez imaginer. Et puis il y a le coût des repas, les déplacements de terrain à terrain qui sont souvent longs et pour lesquels tu dois utiliser ton véhicule personnel. Tout ça compte et pas qu'un peu, surtout que le coût de la vie en Suisse est très élevé, et les amendes pour stationnement interdit ou excès de vitesse aussi ! Si les journées de travail sont peu nombreuses et surtout si elles sont morcelées, ça ne vaut pas la peine de venir de loin et de rester ici. Au final, au-delà du salaire horaire, dans les grands domaines on fait beaucoup plus d'heures et on gagne plus, s'il ne pleut pas.

Giacomo : Il y a deux types de vendangeurs : retraités, membres de la famille ou amis qui le font par plaisir ; et les immigrés, nous compris, auxquels la paye peut convenir puisqu'ils rentrent dans leur pays avec un salaire supérieur à ce qu'ils pourraient gagner chez eux. Comme en Italie,

les habitants du Tessin se plaignent beaucoup de l'immigration et du chômage en s'en prenant aux travailleurs frontaliers. Mais je n'ai jamais vu de Suisses travailler pour cette paye : ils demanderaient au moins vingt francs de l'heure.

Eleonora : Et puis, dans certains endroits, tu ne comprends jamais à quel point tu es en « règle » ou non. Avant on travaillait entièrement au noir, maintenant ils font souvent une notification de travail temporaire à ceux qui passent la frontière, mais c'est plus un document de police qu'une attestation fiscale. Avec cette histoire d'impôt à la source, passé un certain seuil au-delà du salaire net ils déduisent des taxes supplémentaires, surtout si tu fais aussi l'épamprage et la taille en vert (c'est-à-dire si tu dépasses 2000 francs l'année). Si en plus il y a un administrateur, ils se renvoient les responsabilités, et à la fin tu peux découvrir que le salaire n'est pas celui que tu avais calculé ou alors qu'il arrive plusieurs mois après.



Il y a des perspectives de lutte selon vous ?

Eleonora : Il y a sûrement des possibilités mais ça dépend beaucoup de nous. Il y a le risque de perdre le réseau de contacts qui t'a mis en relation pour trouver le boulot, qui n'est pas si mal par rapport à l'Italie. C'est pour ça que l'on se contente de ralentir le travail le plus possible. On est ici seulement pour un temps, puis on part ailleurs, et ça reste intéressant de gagner cet argent.

Giacomo : C'est peut-être la raison pour laquelle en Italie la majeure partie des immigrés accepte des conditions de travail

comme à Saluzzo⁴. Déjà qu'ils risquent leur permis de séjour, le CPR⁵ ou l'expulsion... De toute façon, comme Eleonora disait avant, c'est pas évident de prendre contact avec les équipes de l'Est.

Eleonora : Bien sûr, il faudrait en parler entre nous. Quand même, c'est plutôt rare qu'un bon nombre de camarades soient présents sur le même petit territoire, pour faire le même boulot, au même moment. Avec les années, on se connaît un peu toutes et tous, même indirectement. On a des amis et des camarades qui travaillent dans les caves pendant le reste de l'année aussi, et parfois les patrons nous demandent de former nos équipes : souvent ils préfèrent des travailleuses et travailleurs italiens pour la langue mais peut-être aussi parce qu'ils sont plus "malléables". Il faudrait monter des dossiers, réunir les contacts de boulot, comparer les salaires et les conditions de travail.

Giacomo Il y aurait des places à conserver absolument car le salaire y est sûr, et d'autres où l'on pourrait prendre plus de risques [*de se battre*, NDT]. Bien sûr qu'en connaissant le métier, en choisissant le bon moment, la météo, et en étant un bon nombre de personnes, on pourrait faire quelque chose. Il faudrait aussi travailler un peu sur les contrats et comprendre ce qui est légal et ce qui ne l'est pas. Parfois, il vaut mieux négocier pour être au noir, que d'avoir affaire à des contrats que tu ne comprends absolument pas.

4 Ville de la province de Cuneo où règnent des situations de demi esclavage pour les saisonniers immigrés travaillant dans la récolte de fruits.

5 Centri di Permanenza per il Rimpatrio : l'équivalent des centres de rétention administrative en France, NDT.



Y a-t-il des revendications qui pourraient être communes à tous ?

Giacomo : Peut-être davantage sur les conditions de travail que sur le salaire. C'est sûr que treize ou quinze francs, ça fait la différence, mais des fois il peut être plus intéressant d'avoir ou de ne pas avoir le déjeuner, travailler dans un environnement détendu – ou tout du moins qui ne soit pas stressant – ne pas être maltraité bien entendu, et surtout être payé tout de suite. Et pouvoir boire du vin, alors que dans certains endroits tu n'en vois même pas la couleur.

Eleonora : Plus tu viens de loin et plus tu apprécies de recevoir l'argent de suite, surtout dans les grands domaines. Dans les structures familiales, en général, tu peux avoir confiance. Quand il y a des intermédiaires et des administrateurs c'est toujours plus compliqué. Ils ont beaucoup de travailleurs et disent qu'ils ne peuvent pas payer en espèces pour des raisons fiscales. Mais les vendanges ne sont pas une activité exceptionnelle ! Ils pourraient tout à fait anticiper, a fortiori s'il y a un gérant, se procurer du liquide et faire le compte du nombre d'heures effectuées sur place. Et puis, il y a un autre aspect : quand les récoltes se prolongent comme cette année, les travailleuses et travailleurs passent d'une entreprise à l'autre selon la demande. Alors si je ne travaille que deux jours chez quelqu'un pour boucher un trou, je préfère partir de là avec l'argent en poche ; sinon le vendangeur ami qui m'a proposé cet extra devra peut-être m'avancer l'argent, car le patron lui mettra mes jours sur sa paye. Ça peut se faire une fois pour un pote mais si ça devient systématique c'est pénible.

Giacomo : Il y a autre chose dont il faut parler, selon moi. Personnellement, ce travail me plaît. Même si tout le monde ne sera pas d'accord, je trouve qu'il ne s'agit pas juste d'une manière comme une autre de faire de l'argent, parce que ce n'est pas un travail aliénant, qu'il y a des choses à apprendre et puis que de toute façon c'est utile, parce qu'on boit tous du vin ! Ce n'est pas une banque ou une usine chimique !

Le travail est différent selon les domaines, et les rapports avec les patrons et entre salariés aussi. Pour les petits producteurs et ceux qui font de la qualité, les grands domaines représentent un danger parce qu'ils sont entre les mains de grossistes en vin, qu'ils ont les capitaux, le monopole de la distribution et peuvent se permettre de vendre à des prix de gros. En plus ils étranglent les autres en rachetant les petits domaines. Par exemple, cette année, ils ont imposé aux producteurs la destruction de 25 % de la récolte comme condition d'achat. Dans le Tessin, il est difficile de trouver des vignes plantées récemment, l'espace est limité, et leur stratégie est donc de se les approprier en faisant couler les petites entreprises qui ont généralement du mal à vendre leurs produits. Les prix sont trop élevés pour vendre à l'étranger, donc ils n'exportent pas. À l'inverse les commerçants de vin, eux, font de l'importation. Les domaines des grossistes les plus haïs occupent le haut et le milieu de gamme ; ils abaissent les prix en se livrant à des combines, en important du vin par exemple, ou en utilisant du moût concentré, poussant ainsi les petites entreprises à faire faillite. En somme, il y a pas mal de situations différentes parmi les producteurs et il faudrait les différencier.

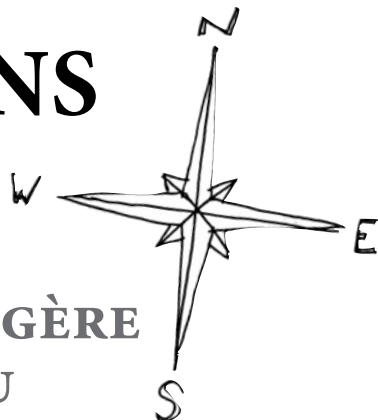
Et puis si on fait des suppositions, j'ajouterais qu'il y a beaucoup d'aspects qui, heureusement, ne sont pas professionnels ou syndicaux et qui traitent des rapports que nous entretenons, que ce soit au niveau individuel ou en groupe. Si nous voulions faire grève ou faire pression sur les entreprises, cela signifierait mettre en commun nos besoins, partager des repas ou encore des temps de rencontre, et créer une solidarité économique entre ceux qui font grève et perdent des jours de travail, et les autres. Ça questionne un tas d'autres choses, que parfois en tant que militants et militantes nous ne sommes pas habitués à prendre en compte, si ce n'est de manière théorique et un peu formelle. On divise souvent la solidarité politique de la solidarité humaine, faite de petites attentions. Pour moi, il ne s'agit pas tant de gagner un euro de plus, d'être payé de suite ça oui, mais il s'agit surtout de mettre en place de bonnes conditions de vie, autant pendant les temps de travail, que de repos, en l'imposant si nécessaire aux employeurs et en les créant entre collègues. Il est nécessaire

de formuler des revendications générales qui traitent des conditions de vie et pas seulement du travail ou du salaire. Il y a en jeu des questions globales comme le commerce international, l'immigration, le racisme, le rapport au territoire, le recours aux intrants chimiques dans l'agriculture, mais aussi des questions plus spécifiques comme la reconnaissance sociale attribuée aux producteurs de vin. Une question qui, dans un contexte d'industrialisation de l'activité, pousse toujours davantage les travailleurs à devenir des ouvriers agricoles déqualifiés. Grâce à cela, les grands domaines peuvent abaisser les salaires et se défaire de leurs engagements pris séculairement envers les vendangeurs afin que la nourriture, le vin, et la fête de fin de vendanges leur soit assurés. Pour cela, nous pourrions dire que nous ne voulons pas que le salaire, mais aussi *le pain et le vin!*

La rédaction de Nunatak italien
Illustrations de Riatri p. 13 et 16 et
Fanny p. 14 et 19



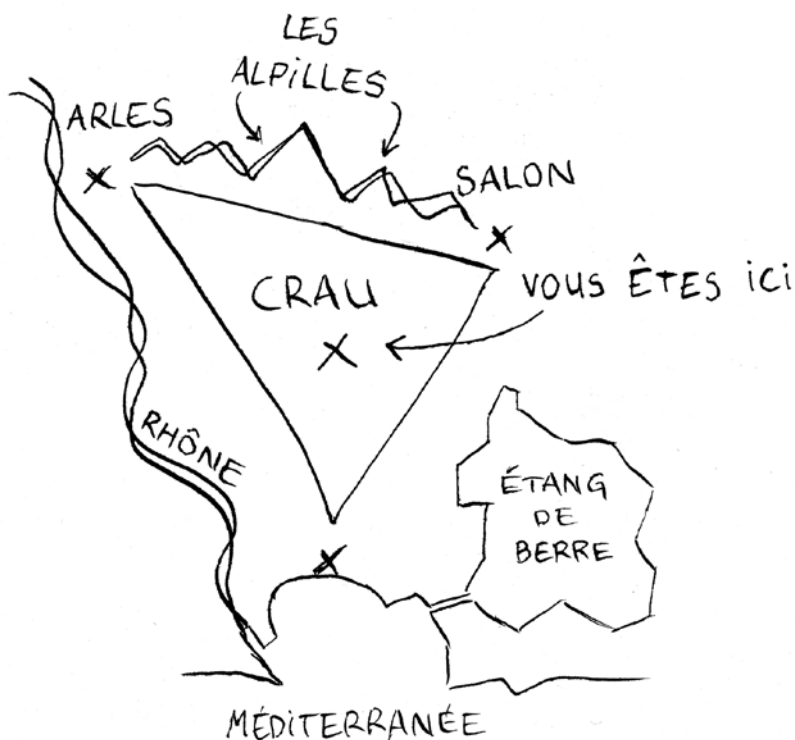
360 DEGRÉS DANS UN COUSSOUL



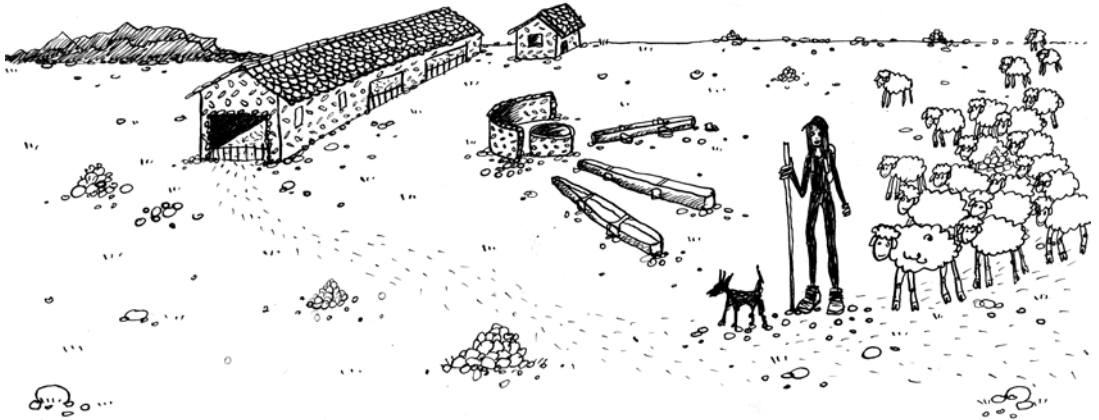
TÉMOIGNAGE D'UNE BERGÈRE SALARIÉE DANS LA CRAU

Une bergère dessine et décrit le paysage qui l'entoure : celui de la dernière steppe d'Europe, dévastée et menacée par la présence des industries pétrolières, chimiques, et gazières de Fos-sur-Mer et Berre-l'Étang. Cette steppe est appelée coussoul. Les bergers de la Crau parlent de coussouls au pluriel, désignant chaque coussoul comme un espace de pâturage. Elle est essentiellement pâturée au printemps, avant la transhumance vers le massif Alpin. C'est aussi un espace où se pratique l'élevage ovin depuis des millénaires¹.

¹ Présence de bergeries néolithiques romaines et de puits antiques (voir le travail de O. BADAN 1995-2006).



LA CRAU PALÉO-DELTA DE LA DURANCE. FLEUVE QUI A, AU FIL DES MILLÉNAIRES, DÉPOSÉ DES CENTAINES DE MILLIERS DE TONNES DE GROS GALETS, ARRACHÉS AU MASSIF ALPIN. JE SUIS À 20 MÈTRES D'ALTITUDE. C'EST ICI QUE JE GARDE LES BREBIS.



DANS LE CIEL

IL Y A PLUS DE TERRE QUE DE CIEL TELLEMENT C'EST PLAT.
UN HORIZON QUI COURT À PERTE DE VUE. JE SUIS DEHORS TOUTE LA JOURNÉE AVEC LE VENT ET LES OISEAUX. PAS DE RANDONNEURS ICI, QUE DES ORNITHO. IMAGE BUCOLIQUE, C'EST LA CONTEMPLATION.



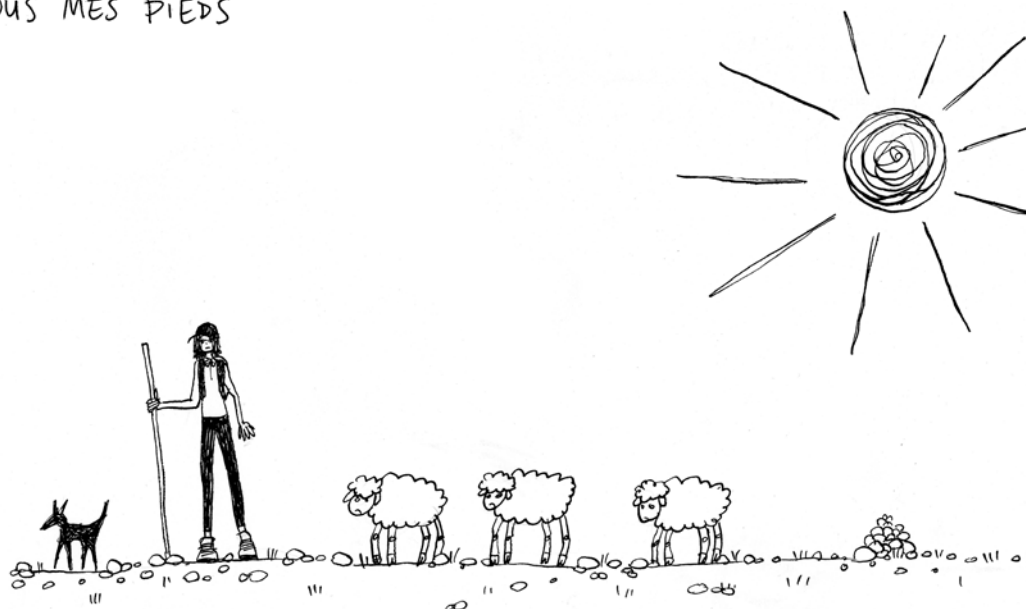
MAIS Y'A DES JOURS JE CONFONDS LES OISEAUX AVEC LES AVIONS DE CHASSE
 AVIONS A REACTION QUI DECHIRENT LE CIEL ET LE SILENCE DU DESERT.
 CAR ON PENSE AU DESERT, JUSQU'A CE QUE LES AVIONS COMMENCENT
 LEURS ENTRAÎNEMENTS. AÉRODROME MILITAIRE* DÉCOLLAGE ATERRISSAGE
 TOUTE LA JOURNÉE. FUMÉES BLEU - BLANC-ROUGE.



* BASE AERIENE 125 ISTRES LE TUBE

CES TAS DE GALETS ONT ÉTÉ MONTÉS PAR DES TRAVAILLEURS ENROLÉS
 DE FORCE PAR L'ARMÉE ALLEMANDE À LA FIN DE LA 2ÈME GUERRE
 MONDIALE, POUR FAIRE OBSTACLE À L'ATERRISSAGE DES AVIONS
 DES FORCES ALLIÉES.

SOUS MES PIEDS



* LA CRAU, DERNIÈRE STEPPE D'EUROPE, ALAIN SCHAI

POLLUTION AUX HYDROCARBURES AVEC UN GEYSER DE PÉTROLE DE 4m DE HAUT EN 2009
 LE PIPELINE SPSE RELIAIT FOS/MER AU BAS-RHIN*

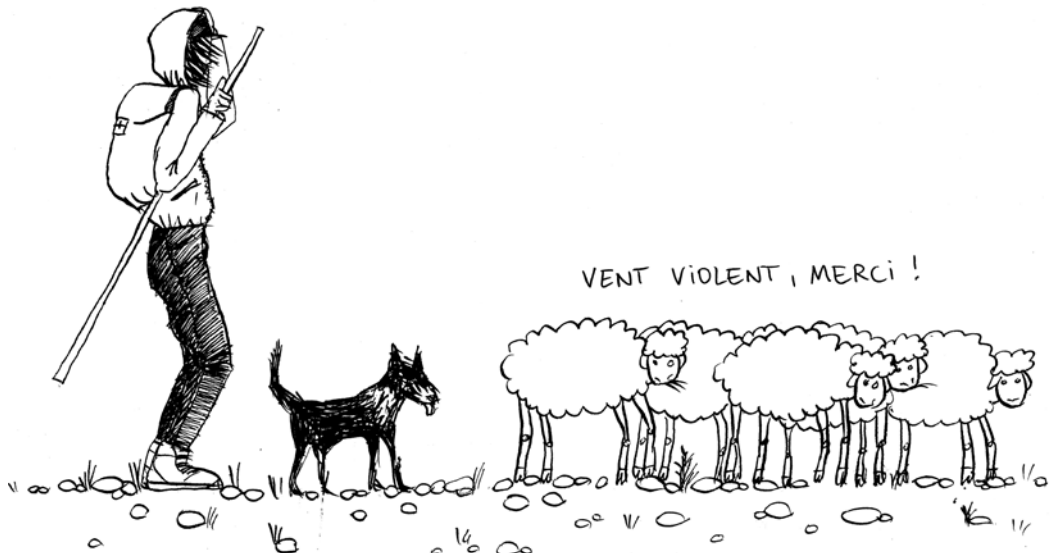
LA FAMILLE DE L'ÉLEVEUSE QUI M'EMBAUCHE MÈNE SES BREBIS ICI DEPUIS 1958. QUAND ELLE ÉTAIT ENFANT, ELLE PENSAIT VOIR AU LOIN UN GROS BATEAU. ELLE SE DISAIT QU'UN JOUR ELLE LE VERRAIT PARTIR. CE BATEAU N'EST JAMAIS PARTI ET S'APPELLE ARCELOR MITAL. HORIZON DE RAFFINERIES, USINES MÉTALLURGIQUES, SIDÉRURGIQUES ET PÉTROCHIMIQUES. LES FUMÉES NOIRES, ORANGE, BLANCHES ET GRISSES SONT LÀ DEPUIS LES ANNÉES 50.



75% DE LA SURFACE ORIGINELLE DES COUSSOULS A DISPARU
MAIS ON NOUS RASSURE, LA CRAU EST PROTÉGÉE, CLASSÉE RÉSERVE
NATURELLE DEPUIS 2001 *
FOS/MER EST UNE DES PLUS GRANDES ZONES INDUSTRIELLES D'EUROPE, ET
LE 3^{ème} PORT PÉTROLIER MONDIAL

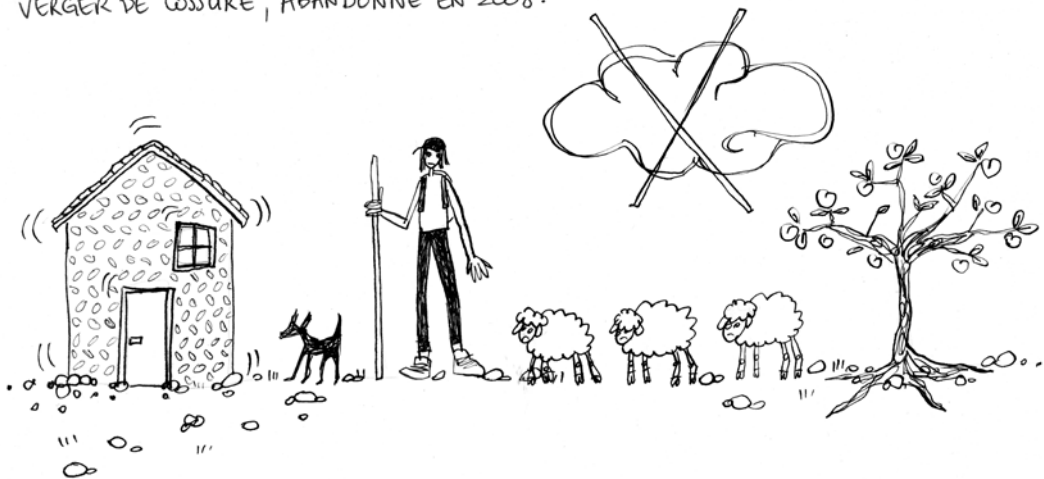


LES AUTRES BERGER(E)S DE CRAU APPRÉHENDENT LE MISTRAL
MAIS C'EST CE QUE J'ESPÈRE CHAQUE JOUR POUR NE PAS SENTIR
L'ODEUR DES USINES CAR LE VENT LES EMPORTE AU LOIN.



À L'EST

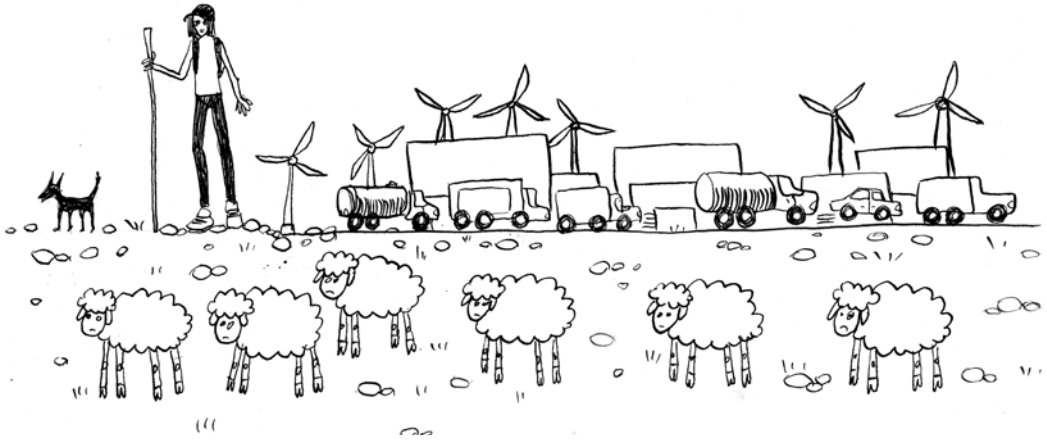
LE VENT D'EST AMÈNE DES ODEURS DE PESTICIDES, POISON QUI PIQUE LA GORGE ET
LES YEUX. UNE ARBORICULTURE FRUITIÈRE INTENSIVE AVEC ENVIRON 5000 HECTARES
DE VERGERS. LES CANNONS À GRÊLE DÉTONNENT ET EMPÊCHENT LA FORMATION DE
GRÊLE DANS LE NUAGE, POUR PROTÉGER LES FRUITS DE RÉCOLTE. PAR ONDE DE CHOC.
À VOULOIR CHASSER LA GRÊLE, ON CHASSE LA PLUIE *
MAIS PLUS BESOIN DE PLUIE, CAR DES MILLIERS DE KM DE TUYAUX ASSURENT UN
ARRROSAGE AUTOMATIQUE. PLUS DE 5000 KM DE TUYAUX ONT ÉTÉ ENLEVÉS DU
VERGER DE COSSURE, ABANDONNÉ EN 2008.



DÉTONATIONS DE 130 DECIBELS. ONDE DE CHOC D'UN RAYON DE 80 HECTARES.
TOUTES LES 10 SECONDES, LES FENÊTRES DE MA CABANE TREMBLENT.

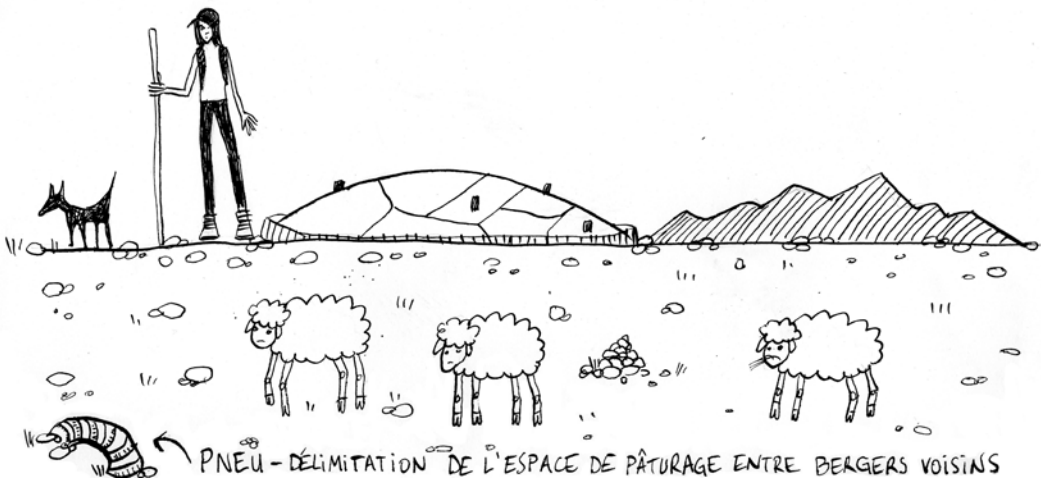
À L'OUEST

A L'OUEST IL YA UNE ROUTE NATIONALE QUI CONNECTE FOS/mer A LA ZONE LOGISTIQUE DE ST-MARTIN DE CRAU. ZONE AUSSI GRANDE QUE LA VILLE ELLE-MÊME. PLACÉE SUR L'AXE AUTORITIER ESPAGNE-ITALIE. DES CAMIONS PAR MILLIERS. LE PAYSAGE EST PARSEMÉ D'ÉOLIENNES ET DE PARCS PHOTOVOLTAÏQUE. LES ÉNERGIES RENOUVELABLES SONT LÀ.



AU NORD

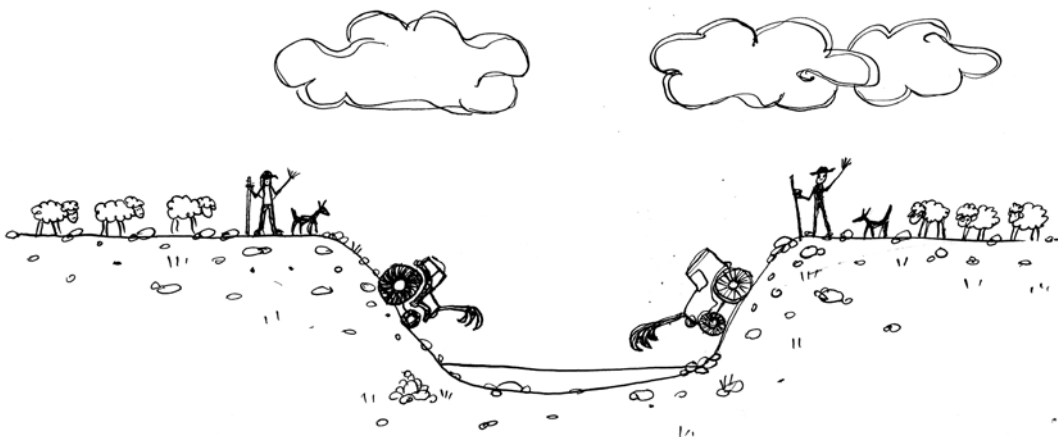
AU NORD, ON REPERE LES POUBELLES DE MARSEILLE. CETTE DÉCHARGE ÉTAIT À CIEL OUVERT DEPUIS 1912. ELLE FERME EN 2010 SUITE À L'OUVERTURE DE L'INCINÉRATEUR DE FOS/mer. ICI, LES LIVIXATS SONT TRAITÉS ET IL FAUDRA + DE 30 ANS SELON LES ESTIMATIONS POUR QUE LE SITE CESSE DE POLLUER LA NAPPE PHRÉATIQUE.*
LE LIVIXAT C'EST LE LIQUIDE RÉSIDUEL CRÉÉ PAR LA PERCOLATION DE L'EAU ET DES LIQUIDES À TRAVERS UNE ZONE DE STOCKAGE.*



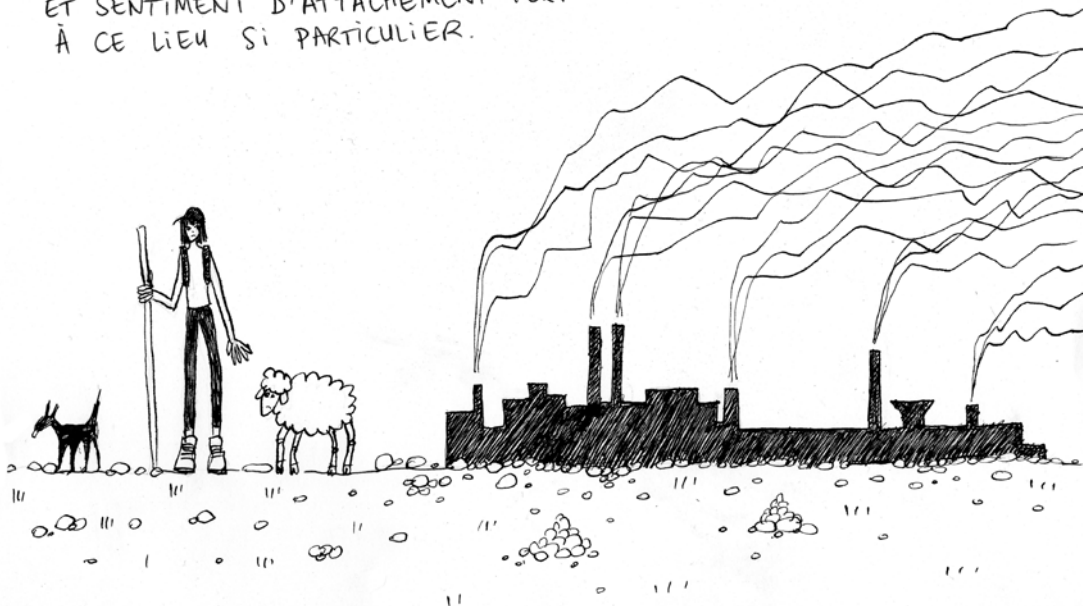
PNEU - DÉLIMITATION DE L'ESPACE DE PÂTURAGE ENTRE BERGERS VOISINS

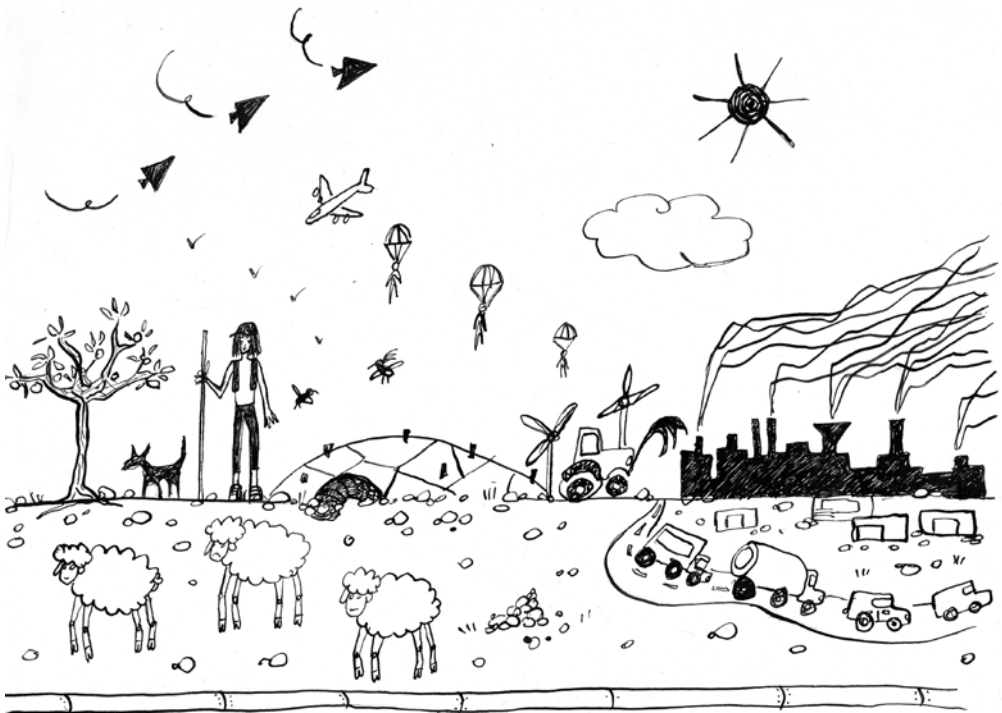
AU SUD

CHEZ LE VOÏSIN, IL Y A UNE CARRIÈRE QUI BROÏE LES GROS GALETS DES
COUSSOULS POUR EN FAIRE DU SABLE DE CONSTRUCTION POUR MARSEILLE.
ON M'A DIT QU'ILS CREUSENT TELLEMENT PROFONDEMENT QUE CELA MET
À NU LA NAPPE PHRÉATIQUE.



PUIS JE CESSE DE PENSER
GRAND MOMENT D'ÉMOTION
SE MÉLÉNTALORS SENTIMENT DE RÉPULSION
ET SENTIMENT D'ATTACHEMENT FORT
À CE LIEU SI PARTICULIER.





FACE À FACE

SALE EXPÉRIENCE EN ESTIVE

Ce texte est le témoignage d'une bergère salariée, relatant des événements de violences sexistes ayant eu lieu à l'été 2019. Ces lignes viennent bousculer le mythe du travail en montagne et mettre en lumière les rapports de subordination que vivent des bergères en estive. Ces témoignages, souvent tus, ont fait écho dans l'équipe de *Nunatak*, et il était important pour nous de diffuser ce récit qui vient rompre le silence et l'invisibilisation de ces situations vécues et répétées.



J'ai été recrutée par le biais du blog « Emploi Berger » qui a publié mon annonce. C'était ma première expérience en estive. Cela faisait un moment que j'avais envie de faire ça. Coup de fil chouette avec le berger. Bon premier contact, il est passionné, cela fait quarante ans qu'il garde et depuis trente ans sur cette montagne. Ça s'annonce complètement chouette. Je suis grave enthousiaste à l'idée de faire une saison. Dans une montagne un peu mythique de l'Ubaye en plus ! Je suis aux anges, complètement excitée. Je décide d'aller rencontrer le berger en personne histoire de préparer un peu les trois mois et demi que l'on va passer ensemble. Soirée chez lui. Je note un bon problème d'alcoolisme, lui en fais part. Il me rassure en m'expliquant que l'estive est synonyme de « lever le pied ». Ok. Je ne le sens pas trop mal, j'ai hyper envie de montagne. Il met un peu les formes pour me rassurer. Je suis partante.

Arrive le mois de juin, emmontagnage parfait. Il fait un temps superbe, je découvre la beauté des lieux, le troupeau, la cabane... Je suis survoltée ! La saison va être bonne.

Les deux premières semaines se passent bien. Bonne prise de marques. Avec le berger, c'est assez fluide. J'apprends à gogo et je prends le goût. Sa consommation d'alcool ne diminue pas tant mais on a une relation plutôt cool, simple. On bosse bien et quand j'en peux plus de l'entendre radoter parce qu'il est trop raide, je vais me coucher. Je comprends au fur et à mesure qu'il ne bosse qu'avec des aides-bergères depuis des années et qu'il semble avoir vécu une relation avec toutes mes prédécesseures féminines. Plutôt des nanas de mon âge. Ma

confiance en lui s'étirole un peu mais avec moi, il n'est pas relou. Bref, ça se passe pas pire.

Ça commence à dérapier un après-midi après un déjeuner bien arrosé avec des copains à lui de passage. Une fois partis, il me fait des avances, pas trop insistantes mais suffisamment claires comme « bon alors, on couche ensemble ce soir?! » Subtil. Je l'éconduis avec humour en lui disant qu'il « ne faut pas rêver, que ça ne risque pas d'arriver » ! J'ai trente balais, il en a le double, je suis plutôt attirée par les femmes et il le sait : j'ai annoncé la couleur dès le début pensant assurer ainsi ma tranquillité. Et si je suis sensible au charme mystique du berger qui arpente la montagne avec son troupeau, c'est plutôt de manière poétique et platonique que pour vivre une idylle avec ! Il n'insiste pas trop.

Je n'y ai pas pensé tout de suite mais, a posteriori, je me dis que mon *refus d'obtempérer* a dû drôlement affecter son amour-propre. En tout cas, c'est à partir de ce moment-là qu'il commence à être vraiment ronchon. Toujours à se plaindre, en boucle et de tout. À grogner, à picoler en maugréant autour de tout ce qui ne va pas. Tout y passe : le loup, les voisins, les Arabes, les Suédois, les brebis, le temps, les chiens, le futur quartier qui va être difficile à garder... Bref, cela entame bien ma patience, moi qui suis plutôt ravie d'être dans ce cadre magnifique, contente de voir que je prends goût au métier. Je l'invite à desserrer les dents, lui proposant même de se reposer un peu sur mon optimisme naïf et frais. La meuf sympa quoi, qui ne rue pas trop dans les brancards, plutôt soutenante. Rien n'y fait, monsieur rouspète et c'est chiant.

Bergère et troupeau de brebis, Queyras, août 2020

Quelques jours plus tard, arrive le moment de la grande traversée vers un nouveau quartier de pâture, le bois tant redouté. Un éleveur monte tôt le matin pour nous aider, la traversée se passe bien. On fête ça par une grosse bouffe conviviale dans le nouveau chalet. Généreusement arrosé le repas *of course*. 16h : tout le monde lève le camp. Je me retrouve en tête à tête avec mon bon berger bien éméché, toujours dans de charmantes dispositions pleines de positivisme et de bienveillance. Je commence à me dire que la soirée va être longue. Et elle l'a été.

Après une fin de journée poussive, arrive le soir. Je n'en peux plus de l'entendre tourner en rond tout imbibé, je vais me coucher. Le chalet a une seule piaule avec un grand lit. Je l'invite à dormir sur le canapé dans la pièce de vie à côté. Je ne le sens pas trop, il est vraiment bourré. On est dans un chalet à 45 minutes à pied de ma bagnole qui elle se trouve à 45 minutes de

piste du reste du monde. Et bien sûr, pas de réseau. Je ne me sens pas en position de force. Je ferme la porte de la chambre, le laissant à ses élucubrations alcoolisées, et je me couche. Juste après, une de ses chiennes de conduite boit dans la gamelle de mon chien. Je ne sais pas vraiment pourquoi, je ne suis pas sûre que ce soit rationnel mais ce truc-là le fait vriller.

Il part en cacahuète, persuadé que sa chienne va tomber malade ou y passer pour avoir bu trop d'eau. Il m'accuse d'être responsable de cela, vocifère à mon encontre, invective la nuit en disant qu'il va me faire vivre un enfer, gueule sur ses chiens, pleure, hurle des « putains » et des « bordels » comme un damné à la vallée, me menace à la troisième personne, menace mon chien, invite les siens à « lui faire la peau ». Je suis dans la chambre, planquée dans mon sac de couchage. J'ai bien la trouille, je prie pour qu'il oublie ma présence dans la pièce juste à côté et

qu'il ne lui prenne pas l'envie de venir me cracher son venin en face, voire pire.

Je soupèse différentes options. Est-ce que je me confronte à lui ? Cela peut empirer la situation et je ne sais pas me battre. Est-ce que je me barre par la fenêtre ? Je suis loin de tout, et je risque de me faire gauler et de me retrouver à l'option numéro un. Je finis par prendre mon couteau à la main et mets le parapluie de berger à côté de moi. Je ne vois pas bien ce que je vais en faire, je rigole nerveusement en m'imaginant brandir mon parapluie bravement. Depuis, j'ai fait un stage d'autodéfense féministe et je me dis que toute nana devrait définitivement faire ça. Ça aurait peut-être changé la situation. En tout cas, je me serais sentie moins démunie, moins à poil.

Je guette le moment où il va s'écrouler d'alcool sur la table et maudis l'endurance extraordinaire des vrais alcooliques. Cela dure deux heures et demi. Deux putains de vraies heures. De 22 h à minuit et demi. C'est long ! Tout ce temps où je transpire pas mal pour ma sécurité, où je l'entends m'insulter rageusement, nous menacer de tout, mon chien et moi, tempérant parfois son propos d'un sympathique « elle est bien mignonne mais quand même !! ». Classe.

Il finit par s'écrouler, ouf ! Je ferme les yeux et dors d'un sommeil agité. Il n'a pas ouvert la porte, je suis sauve.

Lendemain matin. Réveil brumeux pour lui et amer pour moi. La nuit porte conseil dit-on et l'idée de me barrer s'insinue doucement. Je décide de le confronter et de lui laisser une chance de s'excuser. Je l'interroge sur ses souvenirs de la veille. Il plaide l'amnésie et me glisse quand même un reproche sur le fait d'avoir laissé traîner la gamelle d'eau de mon chien. J'ai les

glandes mais décide malgré tout d'aller garder avec lui la matinée.

Je crois que je suis hyperpartagée entre la tristesse à l'idée de quitter la montagne et la réalité de me dire que ma saison est foutue, que je ne pourrais plus lui faire confiance et être sereine. Je suis amoureuse de ce travail, de la montagne, de la musique du troupeau, j'ai des réticences à lâcher ce boulot pour lequel je m'étais engagée. Par-dessus le marché, j'ai peur de lui dire que je m'en vais, qu'il le prenne mal, que ça parte en n'importe quoi. On crapahute en silence avec le troupeau toute la matinée, je rumine des pensées sombres.

Retour au chalet vers midi. Mon choix est fait. Je dois partir. Je ne peux pas laisser passer un événement comme ça. Je lui en veux à mort de foutre en l'air ma saison juste parce que j'ai refusé ses avances ! Il agit comme un mec de base mécontent de s'être pris un râteau, qui joue clairement de sa position de dominant. Le savant de l'alpage, le berger qui peut faire la pluie et le beau temps au-dessus de la montagne. Le gros bonhomme face à la petite nana. *Fuck it!* Je n'ai pas le droit de lui laisser ce pouvoir-là. Je prétexte un alibi quelconque pour redescendre à ma bagnole pendant la chôme.

Arrivée en bas, je souffle. Un peu de réseau, j'appelle d'abord ma compagne. Il faut que je pose mes idées et que j'en parle. Que je trouve quelqu'un qui puisse m'aider à retourner chercher toutes mes affaires que j'ai laissées là-haut. Je n'ai pas le numéro des éleveurs et je ne connais personne dans la vallée. Je redescends la piste avec ma bagnole et passe deux heures à chercher l'adresse du président du groupement pastoral et des éleveurs chez qui je me souvenais être allée.





Je trouve porte close partout, personne ne répond au téléphone. Je laisse un message. Je ne vois plus trop quoi faire de plus et je reprends la route de l'alpage. Prévenir. Trouver quelqu'un pour remonter chercher mes affaires.

Je me souviens alors de la vachère voisine dont la cabane n'est pas très loin du parking et décide d'aller la voir. Elle est là. Ouf. Je vide mon sac, lui raconte tout en m'excusant de lui débarrer ma merde alors qu'on ne se connaît pas et qu'elle n'a rien demandé. Je lui demande de m'accompagner chercher mes affaires. Elle accepte.

Une heure de marche, je prie pour que le berger soit reparti garder et que je puisse prendre mes affaires rapido et discrètement. Je suis crevée, stressée, j'ai la trouille de me confronter à lui. Pas très classe mais tant pis. Je laisserai un mot.

Évidemment, il est là. *Sbit!* Je prends mon courage à deux mains, je demande à ma témoin de m'attendre et je vais le voir. Je lui dis que je me barre. Ça prend quinze secondes. Il me dit « O.K », résigné. Ou content de voir partir la nana qui lui a fait l'affront de le refuser, je ne sais pas trop. Je prends mes affaires à la va-vite et m'arrache sans demander mon reste.

Retour nocturne en mode âne bâté. Je remercie la vachère qui a bien voulu venir m'épauler, je ne sais pas si j'aurais eu le courage de le faire seule. Je remonte dans ma bagnole, souffle enfin et reprends la route, le cœur lourd, vers ma Franche-Comté natale. Il est tard, je suis vidée, mais soulagée.

Les deux semaines qui suivent, je suis déphasée. Je dors mal sans le troupeau autour, je suis dégoûtée d'être redescendue. La montagne me manque. Je suis rageuse aussi d'avoir été confrontée à cette violence-là. Je ne réponds à personne au téléphone, je fais l'ermite, je m'enterre.

Quelques temps plus tard, le président du groupement pastoral reprend contact avec moi. Je lui raconte toute l'histoire et il est compréhensif, presque soutenant. Il m'explique qu'il connaît bien ce berger et ses débordements alcoolisés. Il en est désolé mais se montre comme résigné, impuissant : il ne peut pas faire grand-chose de plus que de compatir à mon désarroi, ma colère. Il me propose de me payer une semaine de plus que ce que j'ai travaillé en réalité. Je ne sais pas si, en faisant ça, il veut « excuser » maladroitement les comportements de son employé ou acheter mon silence. Quoiqu'il en soit, il ne souhaite pas remettre en question la place de ce berger. Il le protège clairement en prenant le risque que cette situation se réitère.

Il aurait juste pu trouver ça intolérable, le virer, l'obliger à ne bosser qu'avec des gars s'il est incapable de gérer sa libido. Faire n'importe quoi d'autre que de juste accepter la situation comme un état de fait en la déplorant timidement. Cette anecdote met bien en lumière un problème d'acceptation systémique de ces rapports de domination et le manque de volonté de certains acteurs du milieu de les interroger et les remettre en question.

Finalement, c'est une rencontre avec une bergère ayant vécu une sale expérience avec ce même berger quelques années auparavant qui m'a définitivement décidée à témoigner. Elle me raconte combien il lui a été difficile de se détacher de son influence, comment elle s'est sentie prise au piège sans pouvoir pour autant alerter de peur de se faire « griller » auprès d'autres bergers ou éleveurs. Comme si le petit monde des bergers alpins était si étriqué qu'il aurait pu être dangereux pour elle de témoigner, de dénoncer le comportement abusif



de ce mec. Dangereux pour elle. Ce microcosme où tout le monde se connaît, se croise, et entretient une culture du silence. Un gros travail de déconstruction est à réaliser pour casser cette omerta.



J'ai eu moi-même du mal à lâcher le nom du fameux berger. L'impression de *dénoncer* quelqu'un. Au sens délation dégueulasse. Une partie de moi ne peut pas s'empêcher de se dire que je suis aussi responsable de la situation, qu'au final il ne m'a pas non plus violée ou frappée, que ce n'est peut-être pas si grave. Je me rends compte que je nourris une forme de culpabilité, de trouille dans cette histoire, là où je devrais me sentir dans mon plein droit en dénonçant un comportement inapproprié, un abus de pouvoir.

Il m'a fallu du temps et beaucoup d'échanges avec des proches pour me libérer de ce malaise et me sentir légitime de livrer ce témoignage. On parle beaucoup de « culture du viol », de comment les violences de genre, les violences sexuelles, sont bien intégrées dans notre société et je réalise qu'il aura fallu me forcer pour ne pas garder pour moi cette expérience. Poser des mots dessus, les partager et réfléchir à ce que cela représente au-delà de ma petite personne. Cinq mois ont été nécessaires pour écrire ce texte, diffuser l'info et signaler le bonhomme à une asso, ABBASP, qui met en lien bergers et futurs bergers pour échanger sur les expériences, et qui a mis en place une liste noire des personnes et alpages à éviter. C'est juste une histoire, une petite histoire, noyée au milieu de plein d'autres. Plein d'autres histoires de déséquilibres ou de rapports malsains entre hommes et femmes qui existent dans le monde des bergers comme ailleurs. Ça n'est évidemment pas une généralité à la montagne mais il semble nécessaire de mettre le doigt sur ces problèmes, de mettre des gros pieds dans des petits plats, de casser le silence dans ce milieu qui, de loin, paraît si fabuleux et mystique. Pour réinterroger où que ce soit et à n'importe quel moment ces rapports de domination, de vulnérabilité, d'abus de pouvoir, installés et trop souvent tus voire acceptés. Pour que toutes les femmes qui aspirent à ce métier de bergère puissent évoluer dans un milieu plus sécurisé et puissent profiter pleinement de leur expérience, fières et confiantes. Pour ne plus se taire, pour ne plus laisser faire.

Cécile D.
Photographies de Vanessa Chambard

Stages d'autodéfense féministe

À l'automne 2018, nous avons participé avec quelques bergères à un stage d'autodéfense féministe proposé par l'association SISTA à la Maison du berger. Celui-ci ciblait les problématiques spécifiques qui incombent à notre travail : harcèlement, violence, peur et épuisement physique, dépassement de nos limites (espace, temps, sommeil).

Nous avons découvert des techniques verbales et physiques d'autodéfense, et le lien qui les unit afin de prévenir les violences, de mieux les anticiper, de reconnaître notre force et de prendre confiance dans notre capacité à faire face.

Ensemble, nous avons pu reconnaître que notre métier était le lieu de violences rendues possibles par des situations de fragilité : isolement, fatigue, danger de la montagne, besoin de faire ses preuves dans un milieu trop masculin, etc.

L'approche féministe de l'association SISTA questionne la construction de genre qui « cause, banalise et justifie ces violences » et permet de bâtir une réflexion qui intègre logiquement une lecture syndicale.

C'est toute l'organisation du travail et ses « évidences », que ce soit dans le recrutement, les attentes des éleveurs, l'hébergement, les besoins du quotidien, les cabanes, les soins aux bêtes etc., qui peuvent être revues et interrogées sous l'angle féministe.

Le fait de s'y atteler à plusieurs donne la force à chacune de repartir sur ses montagnes, certaine du fait que ses besoins et ses attentes sont légitimes.

Berthe



QU'ELLE EST BIO MA VALLÉE !

OPÉRATION DE MARKETING VERT DANS LA VALLÉE DE LA DRÔME

Ce texte nous a été proposé par Ortie qui a vécu un temps dans la vallée de la Drôme. Il retrace le fruit de ses enquêtes, entretiens et diverses lectures à propos du projet de Biovallée, présenté à lui comme un idéal en terme d'alternatives écologiques et sociales. Il décortique ce qui se cache derrière cette mutation supposément vertueuse de l'économie d'une vallée entière.

Si cet article s'attache exclusivement aux transformations actuelles de la vallée de la Drôme, il illustre bien cette course à l'attractivité des territoires que l'on peut retrouver un peu partout ailleurs. Ces stratégies de marketing territorial, inspirées de méthodes de management d'entreprise, sont en effet employées pour mieux vendre un territoire dans le but d'y attirer investisseurs et capitaux.



Dans la vallée de la Drôme, nichée entre le Rhône, le Vercors, les Alpes et la Provence, s'expérimente depuis le début de ^{xxi}e siècle un projet politique nommé Biovallée, se revendiquant de l'écologie et du développement durable. Né à l'origine pour faire face à la pénurie d'eau sur le territoire, ce projet saisit l'ensemble des acteurs locaux, institutionnels, économiques et associatifs, autour d'une volonté commune de dépasser les conflits politiques. Biovallée, donc, pour la première vallée bio de France.

Ses objectifs ? Réduire de 30 % les déchets ainsi que les émissions de CO₂ dues au transport, de 50 % la consommation d'énergie au sein de l'habitat, de relocaliser la production de celle-ci et de tendre vers 80 % d'agriculture biologique d'ici 2030.

Initié en 2002, ce programme va peu à peu prendre de l'ampleur. Il permettra en 2009 à la vallée de recevoir une subvention de la région de 9,4 millions d'euros, dans le cadre des Grands projets Rhône-Alpes. Rebelote en 2019, avec une aide de 19,4 millions d'euros lors de l'appel à projet TIGA (Territoire d'innovation de grande ambition) géré par la Caisse des dépôts et consignations, qui vise à récompenser par des sommes faramineuses les territoires ayant pour objectif de diminuer leur empreinte écologique tout en augmentant leur productivité. Le versement de ces sommes par l'État aux collectivités territoriales se fait ainsi dans le cadre d'appels à projet publics visant à récompenser les territoires les plus innovants. Cet argent est par la suite utilisé pour des programmes de recherches, notamment autour de la transition agricole et alimentaire, pour le développement de

technologies tel que le stockage d'hydrogène, les réseaux intelligents, ou encore la construction d'« éco-sites ».

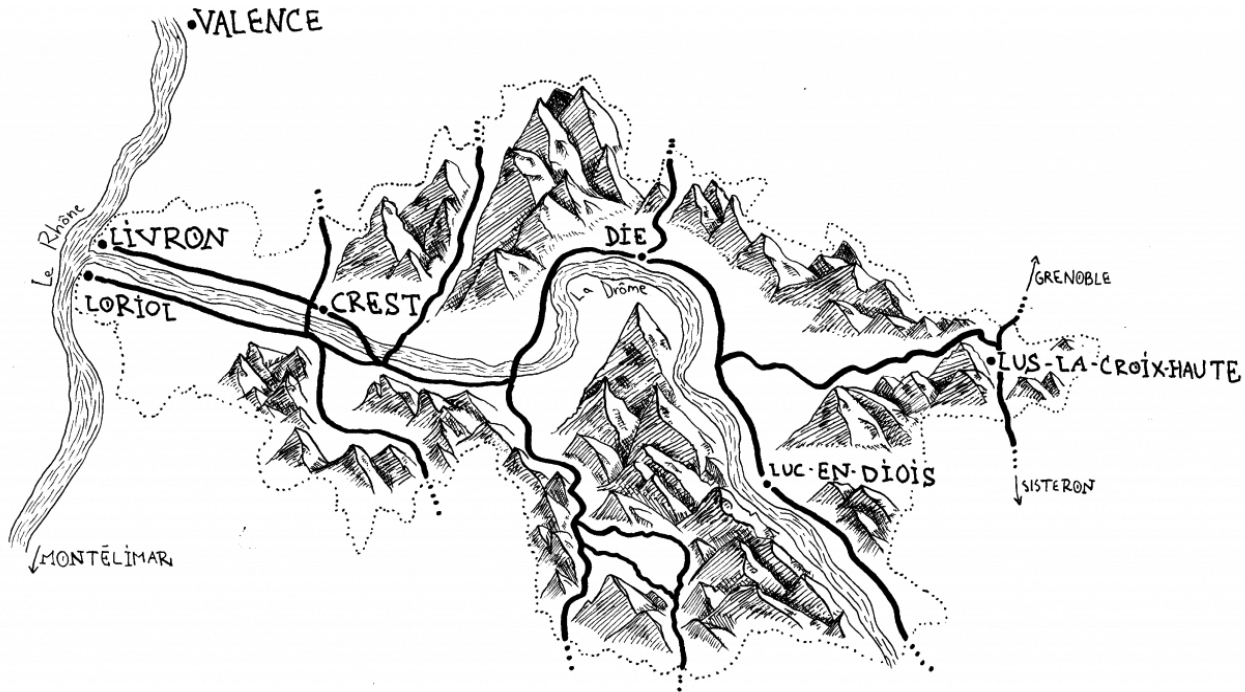
Il s'agit donc de faire de la vallée de la Drôme un territoire innovant, se rêvant la Silicon Valley du développement durable¹, l'éco-territoire de référence. Un territoire BIO : Beau, Intelligent et Original !

Le pouvoir du nous

Ce projet de « développement durable » ne vient pas de nulle part, il vient se greffer sur des bases historiques solides. Depuis les années 1960, le territoire est repeuplé par de jeunes urbains en quête de retour à la terre, qui trouvent dans cette vallée désertée par l'exode rural un espace propice à leurs expérimentations sociales, agricoles et politiques. Ces néo-ruraux, pour beaucoup issus de divers mouvements de contestation et disposant d'un fort bagage culturel, seront à l'origine du développement de l'agriculture bio dans la vallée. Certains seront même pionniers dans sa réglementation au niveau national. Ils seront aussi à l'origine du développement de la culture des plantes aromatiques et médicinales et de toute l'économie qui en découlera dans la vallée, jusqu'à l'arrivée du centre de recherche et développement en cosmétique naturel du laboratoire l'Oréal. Peu à peu, ils et elles vont prendre part à la vie politique institutionnelle de la vallée, jusqu'à pouvoir l'orienter selon leurs intérêts.

Dans les années 1990, à la suite d'une sécheresse qui ouvre des conflits autour des usages de l'eau dans la vallée, différents acteurs du territoire travaillent ensemble autour d'une meilleure gestion

1 <https://www.parismatch.com/Actu/Environnement/Drôme-les-habitants-ont-fait-renaitre-la-valle> (consulté le 25 août 2020)



de la ressource en eau, aboutissant à un Schéma d'aménagement et de gestion des eaux entre les trois communautés de communes de la vallée. L'idée est de faire de la Drôme une rivière où l'on peut se baigner. Gain de biodiversité, réappropriation de la rivière par la population... elles reçoivent en 2005 le premier prix mondial pour la gestion de l'eau, le River Prize.

Fortes de ce succès, les intercommunalités continuent à travailler ensemble et d'impulser des projets sur ce territoire. Et c'est de là qu'en 2012, est créée l'association Biovallée, qui permet de fédérer les initiatives du territoire. Initiée par la communauté de communes du Val de Drôme – celles du Diois et du Crestois étant plus réfractaires au début – elle permet de porter au niveau institutionnel le foisonnement d'initiatives existant. L'objectif est de les structurer en un réseau, afin de promouvoir et de démultiplier ces pratiques

de « développement durable ». Biovallée propose des outils de coopération comme un site internet, une grille d'auto-évaluation des objectifs, une mise en réseau des adhérents, un accompagnement personnalisé, des rendez-vous thématiques, des formations, et la reconnaissance de son projet par la marque Biovallée.

« Le contrat d'usage de la marque est adossé à une charte à points composée de 55 actions (disponibles dans la Boîte à Outils). Une action réalisée vaut de 1 à 5 points. C'est une démarche de progrès permanent car il faut atteindre 30 points sur 100 en 3 ans, 45 en 6 ans... faute de quoi, l'usage de la marque n'est plus possible.² »

Cet usage de la marque contribue à une orientation des pratiques. Les instances politiques se servent de ces initiatives pour légitimer leurs actions auprès des organismes financeurs. Elles les font ren-

² <https://biovallee.net/projet-biovallee/#biovallee-association> (consulté le 25 août 2020)

trer dans leur logique administrative, ce qui tend à normaliser ces dernières, qui si elles veulent être financées doivent se plier à cette charte.

Un avenir sobre, doux et connecté

Le projet est présenté par ces instances décisionnelles³ comme un territoire innovant, un « écosystème rural précurseur et reproductible », avec comme objectif « la transition, source d'un développement économique durable et coopératif pour le bien-être et le bien devenir en territoire rural⁴ ». Ce programme ambitieux, tel qu'il a été présenté dans sa dernière version pour candidater au TIGA, propose d'y arriver en s'appuyant en grande partie sur les nouvelles technologies.

Elles viendront à la fois apporter une mobilité douce (navettes autonomes électriques) et abolir les distances (solutions numériques de télé-travail, e-plateforme de collaboration à distance, etc.).

Pour son programme de mobilité « sobre et connectée », Biovallée table en partie sur un partenariat avec l'entreprise Bertolami, afin de proposer une offre en navettes autonomes. Ainsi, les touristes pourront venir admirer



les bucoliques petits villages de la vallée à bord d'un véhicule autonome à énergie renouvelable. Énergie qui elle, sera produite sur des sites industriels, champ de panneaux solaires ou parc éolien⁵.

Cela permettra d'optimiser les flux d'énergie, avec la mise en place de compteurs intelligents, qui pourront instantanément, et à distance, mesurer la consommation d'énergie des foyers et des entreprises pour mettre en adéquation cette consommation avec ce qui est produit sur le territoire. Ces réseaux de production/distribution que l'on nomme *smart grids* (réseaux intelligents) optimisent ces flux en collectant à grande échelle des données. Ce processus s'applique également à la gestion des déchets, comme à la mobilité.

Biovallée prévoit également le développement

d'un outil territorial de comptabilité

environnementale

qui, à partir des flux d'une

structure, calcule

son impact

sur l'environnement.

Il peut s'appliquer à une entreprise, une institution, un particulier. Ce calcul permet

de faire entrer des paramètres naturels (eau, air, biodiversité, etc.) dans une

logique économique, afin de leur donner une valeur financière. Dans cette optique

managériale, la « nature » n'est vue que comme une somme de services rendus

3 <https://www.valdedrome.com/le-projet-biovallee-2040.html> (consulté le 25 août 2020)

4 <https://biovallee.net/wp-content/uploads/2019/07/Pr%C3%A9sentation-Biovall%C3%A9e-Tiga-11-Janvier.pdf> (consulté le 25 août 2020)

5 <https://biovallee.net/wp-content/uploads/2019/07/Biovall%C3%A9e-2010-2040-Sce-nario-Energie.pdf> (consulté le 25 août 2020)

aux sociétés humaines, qu'il convient de protéger afin de satisfaire nos besoins.

Le numérique sera aussi une solution pour la participation citoyenne au processus de Biovallée. Le programme prévoit une intégration de fonctions interactives dans les applications numériques territoriales (enquêtes de satisfaction, suggestions et commentaires, forum...)⁶. Afin de connaître l'avis des citoyens, le programme prévoit une évaluation. Elle permettra de mesurer l'impact des actions engagées sur le territoire et sur les populations, ou encore le taux de satisfaction des usagers. Vous pourrez ainsi, après avoir fait un tour en navette autonome, être invité à noter le service via une application sur smartphone.

La mesure des émissions de gaz à effet de serre, de la quantité d'énergie ou d'eau consommée, ou encore de la part de produits bio à la cantine, seront autant de marqueurs de la réussite du projet.

Le numérique, en optimisant les flux (de produits, d'énergie, de personnes) se présente ainsi comme un outil écologique incontournable. Il vient séparer les distances, relier, quadriller l'espace, le gérer au mieux, le gouverner dans sa totalité. On peut se demander s'il ne s'agit pas simplement de renouveler le modèle capitaliste actuel, en le rendant plus en phase avec les tendances du moment.

Viens chez moi, j'habite en Biovallée

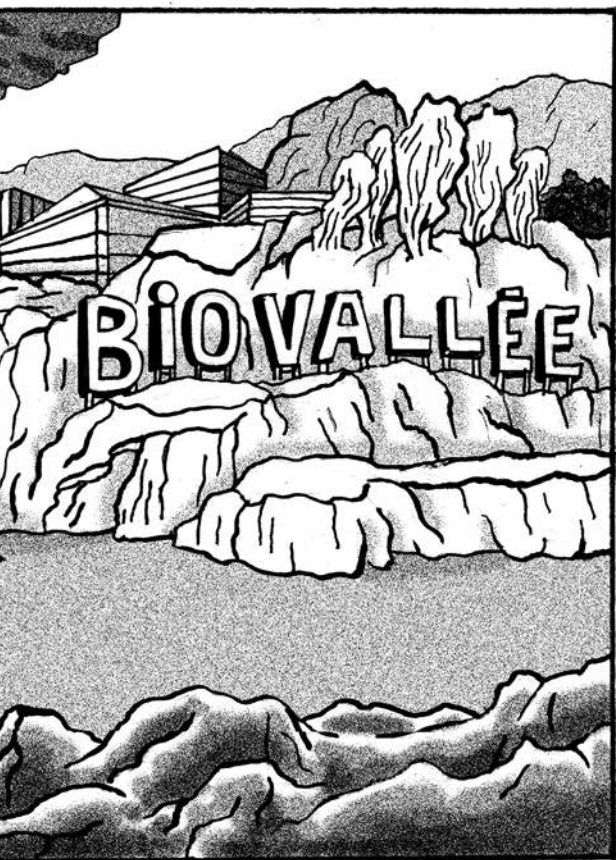
Enfin, ce projet n'aurait pu se faire si les élus locaux n'avaient pas créé une certaine image de la vallée. Elle est ici primordiale pour le territoire, c'est elle qui en fait sa



renommée. Ainsi les intercommunalités se transforment en agence de com', mandatant des bureaux d'études sur les « potentialités » du territoire afin d'en saisir une image attractive.

L'objectif n'est autre que d'attirer l'attention des financeurs, des touristes et des entrepreneurs. Il faut en effet se démarquer, car la vallée de la Drôme n'échappe pas à la compétition des territoires entre eux, encouragée par les appels à projets publics et privés qui orientent les politiques territoriales et les homogénéisent avec pour finalité de financer des territoires innovants, attractifs, dynamiques, des territoires qui « gagnent ».

⁶ <https://biovallee.net/wp-content/uploads/2019/07/Pr%C3%A9sentation-Biovall%C3%A9e-Tiga-11-Janvier.pdf> (consulté le 25 août 2020)



La vallée attire beaucoup, pour son cadre de vie, ses jolis paysages, sa nature préservée et son climat relativement chaud. Reliée au reste du monde par la gare TGV de Valence, elle voit l'irruption de dynamiques entrepreneurs qui viennent s'y installer. Continuant pour certains à travailler en dehors de la vallée (dans les métropoles du pays), leur arrivée fait grimper le prix de l'immobilier, engendrant de fait une sélection sociale par le haut. La vallée attire aussi de nombreuses personnes originaires des villes à travers des stages de jeûne, de yoga, de formation au développement durable et de promesses de « vacances vertes » en permet-

tant de se ressourcer à la campagne, de quitter la ville et de prendre le TGV pour, en une poignée d'heures, arriver dans un « décor naturel », source de bien-être et propice au développement personnel.

Pour construire son image, la vallée de la Drôme table en plus de ses atouts naturels, sur son histoire. Territoire d'implantation communiste historique, notamment pour le Diois, Biovallée vient « récupérer » ce qui s'est expérimenté sur le territoire pour servir son discours. En se basant à la fois sur les expérimentations en terme d'agriculture biologique ainsi que sur le passé « rebelle » de la vallée (terre de résistance luttant contre le retour de la monarchie en 1851⁷, ainsi que maquis durant la seconde guerre mondiale), la nouvelle politique locale tente de se réapproprier cette histoire et d'en devenir la future écrivaine. Le projet Biovallée fait fructifier ce passé contestataire, en se vendant comme un acte de résistance et d'engagement écologique face à une société qui ne l'est pas.

Ne pas sortir des formes figées de la société

Le projet Biovallée façonne la vallée de la Drôme en un laboratoire grandeur nature du capitalisme vert de demain. Il est ainsi présenté comme un projet permettant une transition vers une économie axée autour de l'écologie annoncée comme plus résiliente face au supposé effondrement à venir. L'aboutissement de ce projet serait finalement de transformer cette vallée en une « métropole rurale », une *smart* vallée, où le numérique apparaît comme une solution viable à la plupart des problèmes.

⁷ *L'insurrection de 1851* dans la Drôme, Bulletin de l'Association 1851-2001, n°2, juillet 1998, <https://1851.fr/lieux/drome/> (consulté le 25 août 2020).

Le souci ici n'est pas ce qui s'expérimente sur ce territoire. C'est la manière dont ces alternatives sont récupérées politiquement et justifient un projet économique industriel. On y trouve une vie riche d'animations festives, de réseaux associatifs, d'alternatives alimentaires, énergétiques, etc. Mais ces initiatives, passées à la moulinette administrative, ne donnent qu'une série de chiffres, de données, qui viennent répondre aux objectifs du projet, conforter son image. Un temps colossal est passé, non pas à sa propre émancipation, mais à se conformer au projet insti-

tutionnel et entrepreneurial. Ce projet ne repose que sur la rentabilité économique, l'investissement, la recherche de productivité, d'innovations, et d'attractivité. En soit, Biovallée aura permis de raccrocher cette vallée rurale à l'économie néolibérale verte et solidaire, en coupant court à toute voie conduisant vers l'émancipation collective.

Ortie
Illustrations de Lucas
Carte illustrée de Riatri

Sources :

<https://biovallee.net>

<https://www.ricochets.cc/Biovallee-R-aime-la-soupe-d-euros-de-TIGA-tant-pis-si-elle-est-rouge-sang.html>

https://www.lelabo-ess.org/IMG/pdf/monographie_biovallee.pdf

<https://www.rtes.fr/biovallee-une-marque-au-service-d-un-territoire>

<https://www.valdedrome.com/le-projet-biovallee-2040.html>

QUAND LES ABBAYES BRÛLAIENT...

UNE HISTOIRE DES RÉVOLTES PAYSANNES EN ALSACE AU XVI^E SIÈCLE

En m'intéressant au passé du massif vosgien, je me suis rendu compte que l'histoire locale des vallées alsaciennes pouvait être interprétée de différents points de vue, du moins que l'histoire officielle était bien souvent à nuancer, voire même à contrecarrer. Un événement en particulier m'a marqué : pourquoi tant d'abbayes furent détruites par des bandes paysannes lors de leurs révoltes au xvi^e siècle, tandis qu'aujourd'hui les guides et offices de tourisme racontent que le développement des communautés chrétiennes fut un support au développement économique et à l'émancipation des vallées ?



Précisons certains points pour mieux comprendre dans quel contexte des révoltes paysannes sont nées dans cette région.

Au xvi^e siècle en Alsace, il n'existe pas d'état centralisé mais une multiplicité de formes d'organisation du pouvoir, tels que les principautés, les duchés, les villes libres¹, etc. La région est morcelée et la situation est assez complexe. Gardons simplement en tête que les Habsbourg² possèdent de nombreuses terres dans la région.

D'après certains historiens³, on ne peut pas imputer les révoltes à une période spécifique de misère due à une crise économique⁴. C'est une époque de pré-révolution industrielle où l'exploitation des matières premières et les marchandises en circulation sont, en Alsace et autour du Rhin, dans une phase expansive. Certains détenteurs de moyens de production, de terres ou de ressources à exploiter s'enrichissent largement, tandis que d'autres payent de leur corps l'exploitation intensive des diverses sources de profit : le bois, l'eau, les minerais, mais aussi le bétail sont des ressources exploitées de manière importante.

La marchandise arrive de pays lointains et part en pays lointains. De partout on accourt, soit pour vendre sa force de tra-

vail, soit pour s'enrichir en s'accaparant les terres. Le brassage migratoire est fort, obéissant aux motivations économiques que l'on observe dans la région : on assiste à une immigration venue de toute part, ainsi qu'à un exode des populations des campagnes vers les villes.

C'est ce contexte de la fin du xv^e siècle qui va mener à une série d'insurrections dans le Saint-Empire romain germanique⁵.

Nous verrons plus loin que les abbayes, nombreuses dans les vallées alsaciennes, sont systématiquement prises pour cible par les révoltés. L'histoire de l'installation des moines sur le pourtour vosgien mérite donc quelques précisions⁶.

Ceux-ci arrivent dans les vallées alsaciennes pour évangéliser ces endroits « sauvages » qui deviennent alors des territoires d'enjeux stratégiques. Les paroisses se fondent autour de petites communautés villageoises « formant autant de cellules économiques et religieuses⁷ » qui perdureront au fil des siècles. Les abbayes deviennent alors de véritables cellules de développement de l'économie locale à travers les richesses naturelles qu'elles exploitent et n'hésitent pas à se doter richement par le biais de leurs acquisitions, ce qui ne va pas sans rancœur de la part de la population locale. Les abbés et leurs monastères sont devenus privilégiés, et à lire les révoltés du Sundgau en 1525, la population n'est pas

1 Certaines villes s'organisent en *villes libres*. La décapole est l'alliance militaire et économique de ces villes. Mais en aucun cas la parole des habitants n'y est prise en compte.

2 Dynastie qui régna sur le Saint-Empire romain germanique (1273-1308; 1438-1740; 1765-1806), sur l'Autriche (1278-1918), sur l'Espagne (1516-1700) et sur la Bohême et la Hongrie (1526-1918).

3 George Bischoff par exemple, qui reviendra souvent dans mes sources.

4 Georges BISCHOFF, *La guerre des paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh 1493-1525*, La Nuée Bleue, Strasbourg, 2010, p. 69.

5 Regroupement politique de terres d'Europe occidentale et centrale (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Italie, etc.).

6 Ouvrage de Damien PARMENTIER, *Abbayes des Vosges, quinze siècles d'histoire*, raconte plus précisément l'histoire de la présence des moines sur le pourtour vosgien.

7 Damien PARMENTIER, *Abbayes des Vosges, quinze siècles d'histoire*, La Nuée Bleue, Éditions Serpenoise, Strasbourg, 2012, p. 66.

dupe : « ils prétendent effrontément avoir renoncé au monde, mais accumulent de grandes richesses et attendent que les prix montent pour spéculer sur les stocks ».

Pour les bandes de paysans, artisans et hobereaux (petits gentilshommes campagnards) qui s'organisent contre toutes ces riches abbayes, ces communautés « hors du monde » agissent contre la population. Ils savent bien qu'il n'est pas ici question de « faire régner le royaume de Dieu sur Terre, un royaume où les pauvres et les riches n'existeraient plus »!

Les insurgés se sont systématiquement attaqués aux lieux symbolisant le pouvoir, les abbayes en tête.

La Réforme

On peut comprendre que la diffusion d'idées subversives dans la population est permise par la traduction de la Bible en allemand par les réformateurs⁸ (qui par ailleurs se divisent en deux camps, la position luthérienne et la position münzérienne, Münzer défendant une réforme plus radicale⁹). La diffusion de cette traduction aurait été massive grâce à la nouvelle technologie du siècle, l'imprimerie,

8 Partisans de la réforme protestante, c'est-à-dire d'un retour aux sources du christianisme dont Martin Luther, Martin Bucer ou Jean Calvin font partie. Politiquement, la Réforme affirme une totale indépendance vis-à-vis du pape.

9 Ce n'est pas notre propos ici de s'étendre sur la Réforme, Luther et Münzer, mais j'ajouterais simplement que la réforme protestante est alors une nouvelle vision de la religion qui dénonce entre autres le commerce des indulgences (possibilité pour l'Église d'acheter la rémission devant Dieu). Le luthérianisme est une théologie protestante qui refuse les intermédiaires entre Dieu et les hommes (les prêtres), et Münzer est un prédicateur anabaptiste, prônant « le baptême du croyant volontaire et conscient » et protagoniste d'une réforme radicale remettant en question non seulement la conception religieuse mais aussi la société toute entière.

qui aurait permis une accessibilité du texte à tous et toutes. Mais il est à noter que l'Ancien Testament n'est traduit par Luther qu'en 1522 et le nouveau qu'en 1534, les chrétiens n'ayant donc pas forcément encore accès aux sources d'autorité alors même que certaines abbayes sont mises à sac et que des révoltes courent partout dans le Saint-Empire.

La diffusion des idées radicales peut également être portée par les prédicateurs qui exerçaient dans la région. Je ne



métendrais pas sur ce sujet, mais il est à noter la présence, parmi eux, de Joss Fritz qui apparaît dans un certain nombre de travaux historiques¹⁰ comme un exemple de prédicateur radical appelant à « l'extermination des riches et des nobles et l'établissement d'une société égalitaire et fraternelle¹¹ ». Bien d'autres prédicateurs défient les autorités chrétiennes en annonçant que la parole du Christ vient en aide aux pauvres et ne confère aucun privilège aux riches. Messianique ou non, la prédication devait forcément jouer un rôle d'importance dans la diffusion des idées radicales à travers l'Alsace.

Le 23 mars 1493, jour de l'équinoxe

Le 23 mars 1493 est le départ d'une série de révoltes dans la région dont l'année 1525 sera l'apogée. En ce jour d'équinoxe, la Ligue du soulier¹² ou *Bundschuh* gravit les montagnes pour se réunir. Les révoltés viennent de toute l'Alsace centrale. Ils choisissent stratégiquement le sommet de l'Ungersberg, un mont culminant à neuf cents mètres d'altitude et qui se situe

idéalement au milieu de tous, à la sortie du Val de Villé. Ils « étaient trente-quatre, mais ils avaient des partisans dans toute l'Alsace, de Sélestat à Strasbourg¹³ ».

« Arrivés au point culminant, les trente-quatre ou trente-six participants à la rencontre écoutent leurs chefs, le *schultheis* (prévôt) Jacob Hanser de Blienschwiller, l'ancien bourgmestre de Sélestat Han Ulmann, Claus Ziegler de Stotzheim et Conrad Schutz d'Andlau. Ils viennent de dix localités des environs et dépendent d'autorités différentes : l'Empire pour les deux Sélestadiens et une poignée de ruraux, l'évêque de Strasbourg pour une dizaine de bourgeois de Dambach et quelques villageois des environs, son chapitre pour le comte-ban¹⁴ dont fait partie Chatenois, ou des seigneurs locaux. C'est un rassemblement inédit parce qu'ils n'ont pas les mêmes coutumes et les mêmes intérêts et qu'en règle générale ces voisinages sont crispés. Ils sont unis pour promouvoir un ordre plus juste et, mieux – ou pire –, s'y engagent par serment¹⁵ ».

Mais à qui avons-nous affaire ?

Nous manquons ici d'informations pour comprendre clairement l'organisation et la composition des bandes.

Les sources ne relatent que la participation d'hommes et de bandes de paysans

10 Je pense ici à Raoul Vaneigem, ainsi qu'à l'historien Maurice Pianzola.

11 Raoul VANEIGEM, *La résistance au christianisme. Les hérésies des origines au XVIII^e siècle*, Fayard, Paris, 1993, p. 376.

12 En fait, la guerre des paysans en Alsace connaît plusieurs appellations : « guerre des rustaude », *Bundschuh* (traduit par « Ligue du soulier » dont l'emblème était un soulier à lacet appartenant aux gens du peuple) ou tout simplement « guerre des paysans ».

13 Maurice PIANZOLA, *Thomas Munzer ou la guerre des paysans*, Ludd, 1997 [1958], p. 34.

14 Comté.

15 Georges BISCHOFF, « Tonnerre sur l'Ungersberg », *op. cit.*, p. 83.



aux conspirations. Il y avait parmi eux quelques bourgeois, tel le bourgmestre de Sélestat. C'est d'ailleurs sans doute « à leur participation que nous devons de trouver sur cette affaire tant de détails dans les archives locales¹⁶ ». Quant aux femmes, il n'existe que très peu d'informations concernant leur participation, mais il serait simpliste d'en conclure qu'elles n'y prenaient pas part. L'histoire étant patriarcale, il est probable que la participation des femmes soit tombée dans l'oubli, ou fut volontairement passée sous silence. Dans son ouvrage *Thomas Münzer ou la guerre des paysans*, Maurice Pianzola note tout de même, d'après les chroniques d'époque, que la femme de Joss Fritz créa une sorte de réseau féminin « où une cabaretière et une couturière se montrent des plus efficaces¹⁷ ».

Les tavernes jouent un rôle de premier ordre dans l'organisation des insurrections. Ce sont des lieux de communication et d'information primordiaux. On y rencontre tout type de personnes et cela permet de constituer des bandes. Les tavernes sont alors considérées comme dangereuses. Lieux de débauche, lieux des bandits de grand chemin, mais aussi de la prostitution et des travailleurs journaliers, c'est dans ces endroits non fréquentés par les riches seigneurs ou abbés que les bandes se préparent¹⁸.

16 Maurice Pianzola ajoute qu'« on ne pouvait pas se contenter, comme des serfs, de crever les yeux ou de couper à ces gens les doigts qu'ils avaient levés pour prêter serment de fidélité à leur cause. Il fallait enquêter, juger ces notables pour empêcher toute extension entre la jacquerie et l'opposition populaire dans les villes. »

17 Maurice PIANZOLA, *op. cit.*, p. 40.

18 Voir Georges BISCHOFF, « Homme des Tavernes », *op. cit.*, p. 59.

Pourquoi lutter ?

Au sommet de l'Ungersberg, les *bundschuber* soumettent leurs doléances. Se défaire des charges et récupérer leurs dûs, voilà ce que réclament les insurgés. On veut corriger les maux de l'Église et on réclame l'interdiction des recours à certains tribunaux. La rencontre de l'Ungersberg annonce une insurrection à Sélestat afin de récupérer la ville et de démarrer un mouvement insurrectionnel généralisé.

Point sombre de leur programme : le pillage, l'expulsion voire l'extermination des juifs font partie des principales revendications identifiables dans la plupart des textes colportés.

Le christianisme est le rapport social du moment, cela permet, peut-être, d'expliquer certaines doléances telles que « pas d'autres maîtres que le pape » ou encore la relation haineuse que pouvaient entretenir les chrétiens avec la communauté juive.

Entre 1493 et 1525, plusieurs tentatives de conspiration, également nommées *Bundschuh* ont lieu (1502, 1513 et 1517). Mais c'est en 1525 que les bandes d'insurgés se reformant en Alsace refont trembler le pouvoir religieux et la noblesse locale.

Le rapport de force est palpable. L'exemple d'une lettre signée par Ludwig Ziegler, un chef de bande, permet de le mesurer. Avec un certain humour, mais sur un ton tout à fait sérieux, Ziegler rappelle aux autorités locales qu'elles doivent redonner au peuple le « trésor » de l'abbaye de Truttenhausen stocké en ces murs, car selon la Bible il appartient à tous les chrétiens et non seulement aux abbés. Il précise que si les autorités en question n'acceptent pas, s'abattrà sur eux... une horde de paysans,

« [...] que dès maintenant, le Seigneur a réveillé son peuple et l'a excité contre les impies qui ont barré le chemin de la vérité; que dès lors les riches aumônes, que ces adversaires de Dieu ont amassées par leur hypocrisie et en raison desquelles ils ne voudraient plus être appelés serviteurs mais maîtres, reviennent maintenant de droit aux pauvres et aux serviteurs du Christ qui combattent en son nom avec l'épée et la foi [...]»¹⁹.

Pour illustrer le propos, et comprendre un peu mieux ce qui se déroule lors des révoltes, il existe un riche témoignage de la mise à sac d'une abbaye, qui révèle à la fois le côté iconoclaste (avec la destruction de statues, de reliques, d'objets de culte mais aussi de brutalité envers les religieux et religieuses) et la réappropriation collective des biens à travers les pillages. Les révoltés ne voulaient « plus jamais aucun couvent », « punir les curés et les moines » et n'hésitèrent pas à y pénétrer de force et à se livrer à leur pillage... et cela, du linge aux manuscrits, des ouvrages au vin et au blé.

L'exemple suivant est issu d'une lettre provenant de la mère supérieure du couvent de Schwarzenhann dans la dite Vallée Noble (val de Soultzmatt dans le Haut-Rhin). Elle nous apprend que les habitants du village « ont fondu en armes » sur le couvent, y ont demeuré, mangé, bu et volé tout type d'ustensiles (chaudrons, vases, récipients...), la vaisselle d'étain, le lard, ils ont volé les chevaux, les chaussures, mis le feu à cinq cents livres, brisé

ce qu'ils ne pouvaient emporter, portes et serrures, pillé l'église, profané les autels, et pendant plusieurs jours, de jour comme de nuit, ils ont déménagé le mobilier, du bois de construction, de la farine, des pierres de taille, emporté les tuiles, abattu le chenet, coupé le foin, et toutes sortes de choses que la mère « ne puit écrire²⁰ ». Dans sa lettre, la mère supérieure précise plusieurs fois que les pillards sont des gens du coin et non des bandes paysannes lointaines. Georges Bischoff parle aussi du « caractère convivial de l'occupation du couvent » qui peut rejoindre « le thème de la fête révolutionnaire²¹ »!

La répression

La répression de la *Bundschuh* est à la mesure de l'ampleur du processus insurrectionnel dans lequel la Ligue du soulier s'est engagée. Le pouvoir en place, les pouvoirs contre-révolutionnaires, les trahisons et l'Église, même luthérienne, tous prennent part au système punitif. Pourtant la Ligue du soulier est toujours de retour, même si parfois elle change de nom, mais elle correspond bien à ce qui a pu être entrepris dès 1493.

Le pic de la terrible répression est atteint lors des batailles de Lupstein et

19 PiP, « La ville d'Obertain assiégée par les paysans », *Autour du Mont-Saint-Odile*, 26 novembre 2013 [En ligne]. <http://www.autour-du-mont-sainte-odile.fr/2013/11/la-ville-d%E2%80%99-obertain-assi%C3%A9g%C3%A9e-par-les-paysans.html> (consulté le 6 août 2020).

20 Georges BISCHOFF, « Six mille œufs et cinq cents livres. Le pillage du couvent de Schwarzenhann (1525) d'après la relation de la prieure Ursula Vorburger », *Archives de l'Église en Alsace*, 1987, p. 57-67. [En ligne]. http://www.schwarzenhann.fr/divers/Le_pillage.pdf (consulté le 6 août 2020).

Un autre texte me paraît bien décrire la situation, la *Chronique de Guebwiller*, écrit par les dominicains de Guebwiller qui, au même titre que ces dames de Schwarzenhann, subissent les foudres des insurgés! Séraphin DIETLER, *Chronique des Dominicains de Guebwiller : 1124-1723*, Société d'Histoire et du Musée du Florival, 1994.

21 *Op. cit.*

Scherwiller (respectivement le 16 et le 20 mai 1525), où de nombreux paysans tentèrent de combattre l'armée du duc de Lorraine, venu au secours de la noblesse à l'appel de l'évêque de Strasbourg et du bailli impérial de Haguenau.

L'armée lorraine combat les paysans à Lupstein dans le nord de l'Alsace et massacre tout ce qu'elle trouve dans le village, auquel elle met feu. Les paysans négocient, mais un nouveau massacre est déclenché à Saverne suite au cri d'un paysan lancé dans la foule : « Vive le gentil Luther » (information rapportée par un mercenaire).

Le duc se rend ensuite à Scherwiller, plus au sud, où sept mille insurgés combattent contre ses hommes. Les pertes sont lourdes des deux côtés, le duc de Lorraine laissant quarante mille cadavres derrière lui...²²

22 Pour plus de précisions sur les combats, je conseille la lecture du chapitre XIII de l'ouvrage de Maurice PIANZOLA, *op. cit.*

Le secrétaire et historiographe du duc de Lorraine décrit les événements et horreurs dans le texte *La croisade du duc Antoine de Lorraine contre les paysans révoltés d'Alsace en mai 1525*²³. On y apprend que les soldats français ont mauvaise réputation. La population locale préfère recevoir les « luthériens et [...] révoltés infâmes » et « l'accueil » qui fut fait par les nombreux « hérétiques », fit parfois reculer l'armée du duc. Celle-ci n'hésitait pas à mettre le feu aux villages pour « punir ces profanateurs de la Sainte Église », faisant périr des milliers d'hommes et de femmes dont les gens du peuple qui s'étaient réfugiés dans les maisons. De l'aveu même du secrétaire du duc, « le massacre fut très cruel ».

« Le sang mélangé à l'eau de pluie coulait dans les rigoles des rues : c'était un horrible spectacle. » De toute façon, dit le secrétaire à propos des mutins qui se rassemblent dans une grande plaine, « Dieu les avait conduit là pour qu'ils s'y fassent tuer en punition de leurs fautes, de leurs erreurs et de leurs crimes ». Dieu a toujours bon dos, surtout quand c'est pour orchestrer « un massacre [...] épouvantable et horrible à voir. »

23 Nicolas VOLCYR DE SEROUVILLE, *La croisade du duc Antoine de Lorraine contre les paysans révoltés d'Alsace en mai 1525*, La Nuée Bleue, Strasbourg, 2018.



Preuve de la persévérance des paysans insurgés, le secrétaire annonce plusieurs fois dans son ouvrage que l'armée du duc doit reculer, même si celui-ci enchaîne en annonçant que « c'est pour mieux repartir de l'avant ».

« Il voulait tout détruire et confondre. Il aurait voulu ruiner les châteaux et forteresses, abattre les églises, les couvents, les temples, abbayes et monastères. Après, il voulait anéantir le peuple de Dieu, mettre fin à la foi catholique et organiser une secte qui aurait vécu dans une lubricité abominable, plus dangereuse que la religion de Mahomet. » Nicolas Volcyr de Serrouville décrit ainsi Erasme Gerber de Molsheim, capitaine général des bandes.

Engels et les autres

D'après Friedrich Engels, qui publie *La guerre des paysans en Allemagne* en 1850, « les protagonistes de ces événements ont tenté de faire exploser les conditions sociales existantes qu'ils subissaient et de renverser la domination féodale en cours, mais aussi de rénover le christianisme dans l'Église ainsi que dans la vie sociale ». Bien entendu Engels, derrière ces commentaires, apporte une vision plus politique des événements. Georges Bischoff, historien spécialiste de cette période parle, lui aussi, d'une « conscience de classe » qui fait bouger les lignes.

Il paraît hasardeux de calquer ici des visions idéalisées et même idéologiques à ce qui se déroulait, même si en effet des éléments montrent que les intermédiaires entre Dieu et les humains, dont les intérêts se détachent de la paysannerie et qui détiennent le pouvoir et les richesses (noblesse, clergé, bourgeoisie), sont attaqués. La lutte des paysans contre leurs maîtres est aussi traversée par la haine des

juifs qui régnait alors, ce qui questionne également sur le fait que cinquante années plus tard, c'est la même population qui jettera aux bûchers des milliers de femmes accusées de sorcellerie.

Loin de moi l'intention d'idéaliser ces bandes paysannes et ces révoltes populaires, comme d'autres peuvent plus ou moins le faire, de Pianzola aux Os Cangeiros²⁴.

Ce qui est sûr c'est qu'à travers cette histoire, on peut retenir que pour la liberté, des hommes et des femmes sont prêts à mettre à mal tout un monde tant qu'il ne ressemble pas à celui désiré.

Une histoire sans fin ?

Dans l'imaginaire historique distillé par les guides, musées et autres offices du tourisme des différentes vallées du pourtour des Vosges, l'idée est très ancrée que le pouvoir religieux, lors de l'âge d'or des abbayes, puis le pouvoir économique durant la période de production textile, serait à la base de toutes les « bonnes choses » : si on savait cultiver, c'était grâce à eux et si on savait se cultiver, c'était aussi grâce à eux ! Cette vision un peu simpliste de l'histoire masque à la fois les tensions qui pouvaient exister, mais aussi l'exploitation des populations locales. Les habitants auraient toujours été de sages brebis égarées que les curés et les patrons remettaient sur le droit chemin. Et pourtant, que cela soit l'abbé Marquard dans la vallée de Munster, ou bien plus récemment l'affaire Schlumpf²⁵, les exemples de riches

24 Groupe autonome né dans les années 1980 en France et prônant le banditisme révolutionnaire.

25 Laurent GENTILHOMME, « Le trésor des Schlumpf aux ouvriers », *L'Alsace*, 5 mars 2017 [En ligne]. <https://www.lalsace.fr/haut-rhin/2017/03/05/le-tresor-des-schlumpf-aux-ouvriers> (consulté le 6 août 2020).

qui se remplissent les poches sur le dos des pauvres foisonnent (n'est-ce pas là une évidence?). Voilà pourquoi tant d'abbayes ont été détruites par les bandes paysannes lors de leurs révoltes au XVI^e siècle.

Chaque histoire locale nous raconte avec fierté comment un moine est venu construire une abbaye. Mais il me semble important de rappeler qu'un paysan est venu saccager cette même abbaye. L'attaque de ces lieux résulte d'une lutte contre le pouvoir et pour la liberté. Il est certes difficile d'interpréter réellement ce qui résonnait dans la tête des paysans insurgés : les textes qui sont arrivés jusqu'à nous sont ceux du pouvoir et non du peuple. Là est toute la difficulté d'extraire les histoires populaires de l'histoire officielle. Les différents travaux que j'ai consultés pour écrire cet article sont d'origines très diverses et parfois contradictoires dans leur interprétation des faits et dans leurs partis pris, ils

ne permettent pas de résoudre certains questionnements.

Le point de départ de cet article est la volonté de revenir sur l'histoire mal connue de la guerre des paysans en Alsace. Il me semble important de prendre le temps de regarder derrière nous et de ne pas laisser ce travail aux seuls spécialistes.

Une réponse donc à l'histoire officielle.

Il manquera ici, entre autre, une critique approfondie des mythes identitaires diffusés de droite à gauche qui dressent le portrait de peuples soi-disant résistants dont nous devrions être fiers.

Difficile de retranscrire précisément ces moments historiques lointains et d'en comprendre les enjeux. Pourtant, restituer lectures et recherches sur le sujet permet de mettre en évidence les contradictions qui traversent l'interprétation de notre histoire.

H.

Illustrations p. 45, 48 et 51 de Fanny

Quelques ouvrages

Maurice PIANZOLA, *Thomas Munzer ou la guerre des paysans*, Héros-Limite, Genève, 2015

Georges BISCHOFF, *La guerre des paysans. L'Alsace et la révolution du Bundschuh 1493-1525*, La Nuée Bleue, Strasbourg, 2010

Maurice PIANZOLA, *Peintres et vilains. Les artistes de la Renaissance et la grande guerre des paysans de 1525*, L'insomniaque, 2015

Damien PARMENTIER, *Abbayes des Vosges, quinze siècles d'histoire*, La Nuée Bleue, Éditions Serpenoise, Strasbourg, 2012

Nicolas VOLCYR DE SEROUVILLE, Alain-Julien SURDEL, *La croisade du duc Antoine de Lorraine contre les paysans révoltés d'Alsace en mai 1525*, La Nuée Bleue, Strasbourg, 2018

Friedrich ENGELS, *La guerre des paysans en Allemagne*, Ampelos, 2017

LA PICHARLERIE

LA DESTRUCTION D'UN LIEU DE MÉMOIRE, ENTRE ÉMOTION ET RÉSISTANCE

Cet article raconte les réactions au sein de la population locale suite à la destruction de la Picharlerie, une ancienne ferme dans une vallée des Cévennes. Repaire de résistants en 1943 et 1944, elle a ensuite été abandonnée puis réinvestie dans les années 2000 par un collectif lui donnant une nouvelle vocation nourricière. Chercheuse en anthropologie, Françoise Clavairolle propose ici des pistes d'analyses pour éclairer les différences de perception à propos d'un lieu emblématique, entre habitants de longue date et nouveaux venus à la recherche d'espaces pour construire des alternatives en milieu rural. Dépassant le constat, on y entrevoit des pistes de dialogue entre des visions du monde qu'apparemment tout oppose. Avec l'aimable autorisation de la revue *Livraisons d'histoire de l'architecture* dans laquelle cet article a d'abord été publié en 2011 (n° 22).



Le 11 juillet 2007, les forces de l'ordre se déploient dans la Vallée Française (Lozère) dès les premières heures de la matinée. Sept fourgonnettes de gendarmes, des motards et une pelleteuse réquisitionnée gravissent le chemin abrupt qui conduit à la Picharlerie, un mas occupé depuis cinq ans par un groupe de squatteurs. Quelques heures plus tard, leurs effets personnels sont ensevelis sous un amas de pierres et de gravats de cinquante mètres de long sur plusieurs mètres de large.

« Dans cette vallée surplombée par la corniche des Cévennes, c'est la stupeur », commente l'envoyée spéciale de *Libération*¹. L'intensité des réactions suscitées par cette destruction est en effet à la mesure de la brutalité de l'événement : « Des personnes affluent, nous témoignant sous des formes multiples leur sympathie [...] Des élus s'en mêlent; des anciens crient leur indignation : on a détruit une partie de leur passé », rapportent les occupants du lieu. Le conseiller général du canton se confie à un grand quotidien régional : « Je suis complètement bouleversé. Et je ne suis pas le seul [...] car la Picharlerie est un nom qui parle à toute la Lozère ». C'est en effet un haut lieu de la résistance au nazisme durant la seconde guerre mondiale que les forces de l'ordre ont rasé, un « symbole des Cévennes² ». La destruction de ce lieu « chargé d'histoire de résistances », décidée par le préfet avec l'accord du propriétaire, un pasteur à la retraite, apparaît aux yeux de certains comme un acte de « vandalisme légal³ ».

Quant à Jacques Poujol, un ancien résistant, il affirme avoir « vécu comme un cauchemar la nouvelle du passage du bulldozer à la Picharlerie [qui] illustre par excellence, non pas la Résistance en général, abstraite et inhumaine, mais les résistances au pluriel⁴ ». En 2005, la section locale du Club Cévenol, une association culturelle qui œuvre à la préservation et à la promotion du patrimoine des Cévennes, avait d'ailleurs émis le vœu qu'une stèle commémorative y soit érigée afin d'honorer la mémoire des maquisards.

La destruction de ce mas considéré comme l'épicentre du paysage mémoriel de la Résistance et érigé en « haut lieu de mémoire » est donc à l'origine d'une véritable déflagration émotionnelle qui a suscité localement de vifs remous ainsi qu'un puissant mouvement de protestation. Que nous dévoile le discours patrimonial des rapports sociaux à l'œuvre sur un territoire, des enjeux idéologiques, identitaires et politiques qui le sous-tendent? Nous verrons que derrière une émotion et une mobilisation qui de prime abord ont pu sembler très consensuelles se dessinent en réalité des interprétations distinctes, si ce n'est concurrentes, du passé et du patrimoine. Ce sont ainsi deux récits concurrents qui s'affrontent, s'efforçant chacun d'imposer ce qu'il estime être l'usage légitime du passé⁵.

1 Carole RAP, « Ci-gît La Pich' et le souvenir du maquis », *Libération*, 13 août 2007.

2 *Midi Libre*, 21 juillet 2007.

3 Selon D. POULOT, le discours patrimonial est né avec l'effroi face au vandalisme.

4 Jacques POUJOL, « La Picharlerie. Un carrefour mouvementé des résistances », *Patrimoine* 30, n°19, 2007, p. 19.

5 Maryline CRIVELLO et Nicolas OFFENSTADT, « Introduction », in Maryline CRIVELLO, Patrick GARCIA et Nicolas OFFENSTADT (éd.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2006, p. 191-202.

La Picharlerie, un lieu d'histoire et de mémoire

Pour saisir les enjeux mémoriels que cet acte de destruction a mobilisés, il y a lieu de revenir sur la place que tient la Picharlerie dans l'histoire locale.

Une première séquence s'inscrit dans le mouvement général de désertification rurale qui a particulièrement affecté les Cévennes de 1850 aux années 1970. Au cours des années 1930, la Picharlerie, un mas imposant situé sur les hauteurs de Moissac-Vallée-Française est abandonné par ses propriétaires, suite au déclin de la sériciculture et à la crise castanéicole.

Une seconde séquence se situe durant la seconde guerre mondiale. À partir de 1943, des réfractaires au service du travail obligatoire tentent de se cacher dans ces montagnes propices à la clandestinité. Comme ils sont jeunes et sans aucune formation militaire, deux résistants locaux décident de créer un maquis-école à la Picharlerie. À partir de février 1944, le maquis de la Picharlerie cohabite avec le maquis Bir Hakeim dont le chef veut concentrer dans le secteur l'ensemble des maquis de la région. En avril de la même année, la Wehrmacht entreprend le nettoyage de la Vallée Française. Les maquisards, encerclés par 2 000 soldats allemands, parviennent cependant à s'échapper⁶. En représailles, le mas est mitraillé par les SS.

Au retour de la paix correspond une troisième séquence. Le mas est à nouveau abandonné et ses héritiers, indivisaires, se renvoient mutuellement la charge de son entretien. En 1976, un violent incendie

parachève l'œuvre du temps. Il n'en reste plus que quelques pans de murs écroulés; des arbres poussent à l'intérieur des bâtiments et les terrasses de culture s'effondrent, minées par l'érosion et rongées par la végétation.

Enfin, une quatrième séquence s'ouvre au début des années 2000. Le mouvement d'installation rurale, amorcé depuis l'après-68, n'a non seulement pas faibli mais s'est même amplifié. De nouveaux candidats à l'installation, que la flambée des prix de l'immobilier prive de l'accès au logement et au foncier, explorent la montagne à la recherche de maisons abandonnées où s'installer. C'est l'une de ces fermes, signalée comme « ruines » sur les cartes d'état-major, qu'un groupe de personnes investit au printemps 2002, la sachant abandonnée depuis près de soixante-dix ans.

Sous l'empire de l'émotion

Dans les semaines qui suivent la démolition de la Picharlerie, les réunions se multiplient en Vallée Française. Le 17 juillet, Jean Bonijol, le président de l'Association départementale des anciens de la Résistance, considéré localement comme le « gardien de la mémoire résistante », participe à une réunion qui se tient à Sainte-Croix-Vallée-Française. Devant une foule mêlée, il évoque sa formation au maquis-école de la Picharlerie ainsi que les terribles combats d'avril 1944 qui ont contraint les maquisards à se disperser. Des habitants du village, des élus locaux, des protestants, des résistants côtoient des néo-ruraux depuis longtemps installés dans le coin ainsi que des militants libertaires et les ex-squatteurs de la Picharlerie. Tous ont le sentiment de vivre un intense moment de partage, un même élan

6 Traqués, les survivants iront de maquis en maquis jusqu'au massacre de La Parade-La Borie, perpétré le dimanche de Pentecôte 1944. Voir Jacques Poujol, « La Picharlerie... », *op. cit.*, p. 23.

de révolte contre le caractère injustifiable d'une sanction qui semble disproportionnée au regard des motifs qui la fondent. Le 26 juillet, un autre rassemblement protestataire a lieu à Florac, devant la préfecture ; on y dénonce l'attitude de l'État, considérant qu'au-delà de la question de l'occupation illégale du mas le but poursuivi n'est autre qu'une normalisation liberticide de la société. Lors de la réunion organisée le 25 août suivant à Sainte-Croix-Val-lée-Française par les squatteurs expulsés, on ne compte plus d'anciens résistants ni de Cévenols d'origine parmi les présents. Quant aux deux seuls élus, issus l'un comme l'autre du milieu néorural, qui assistent à la rencontre, ils déclarent être là à titre strictement personnel.

L'évolution de la participation à ces différents rassemblements montre qu'au fil des semaines la diversité sociologique des participants s'est sensiblement réduite. De profondes divergences de vue ont en effet surgi quant aux significations attachées à ce lieu de mémoire. Au-delà du sentiment partagé d'une perte irréparable, la destruction de la Picharlerie a suscité de si profonds antagonismes au sein de la population que certains élus s'inquiètent de l'incidence de l'événement sur la fragile paix sociale qui règne dans la Vallée Française. Le président de la communauté de communes a beau appeler au calme et au dialogue, rappeler dans une délibération largement diffusée que sans la participation active des nouveaux habitants les vallées cévenoles seraient « dans un état de friche et de désertification », et qu'inversement, sans l'accueil qu'ils ont reçu et sans la transmission des savoir-faire anciens, ces derniers n'auraient pu rester, l'incompréhension entre les habitants va en s'accroissant.



La Résistance patrimonialisée : la mobilisation du passé

Dans un précédent travail⁷, m'attachant à identifier ce qui en Cévennes fait patrimoine, j'ai montré que l'identité imaginée s'y est notamment déployée à partir du modèle du camisard⁸. L'importance du mouvement de résistance au nazisme durant la seconde guerre mondiale n'a fait que le confirmer, avec l'assimilation récurrente entre camisard et maquisard. Parmi les motifs qui fondent le discours local sur le passé et sur l'identité, l'esprit de résistance apparaît donc comme l'un des plus fédérateurs. Quelle famille cévenole, en effet, ne possède pas son camisard, son galérien pour la foi ou son maquisard, autrement dit ne se situe pas dans la descendance d'un résistant, à la fois victime et héros ? Ce sont ces

7 Françoise CLAVAIROLLE, *La Borie sauvée des eaux. Ethnologie d'une émotion patrimoniale*, Rapport à la Mission à l'Ethnologie, Direction de l'architecture et du patrimoine, ministère de la Culture, 2006, 246 p.

8 [NDLR] On appelait camisards les paysans cévenols qui se sont soulevés de 1702 à 1704 contre les persécutions subies par les protestants suite à la révocation de l'édit de Nantes. La guerre des camisards marqua durablement les esprits, jusqu'à devenir dans l'imaginaire collectif un élément constitutif d'un supposé esprit de résistance cévenol.



modestes mais prestigieux ancêtres qui confèrent à chaque chaîne familiale « une raison supérieure d'être, puisque son sang et son sens sont sacrés par l'histoire⁹ ». De toutes ces mémoires individuelles émerge ainsi une mémoire collective qui confère au discours identitaire son contenu et sa prégnance affective.

La Résistance – à la fois valeur et moment historique – est donc reconnue par la population locale comme une composante majeure de son identité et de son patrimoine. Elle est le fil conducteur qui relie le présent au passé, les luttes contemporaines aux maquis de la deuxième guerre mondiale et, plus loin encore dans le passé, au Désert de l'insurrection camisarde. Un hymne du maquis composé par Jacques Pujol alors qu'il était chef de groupe du maquis Aigoual-Cévennes établit d'ailleurs clairement cette conti-

nuité, au demeurant facilitée par la rime et le quasi anagramme :

« Les fiers enfants des Cévennes,
Réfractaires et maquisards,
Montrent qu'ils ont dans les veines,
Le sang pur des Camisards »

L'esprit de résistance censé caractériser la mentalité cévenole, cet « esprit frondeur » dans lequel la population aime à se reconnaître, ne manque pas d'attrait pour tous ceux qui se sont installés dans la région à diverses époques. Selon un dossier de l'académie de Montpellier consacré aux Cévennes¹⁰ et intitulé « Terres de résistance », il aurait également séduit les néoruraux des années 1970 et, plus récemment, les altermondialistes, « résistants eux aussi », qui ont trouvé en Cévennes « un havre de paix et aussi de combat ». Un point de vue que partagent les occu-

9 Jean-Noël PELEN, « Le légendaire de l'identité communautaire en Cévennes, du XVIII^e siècle au XX^e siècle », *Le Monde alpin et rhodanien*, n° 1-4, 1982, p. 130.

10 Académie de Montpellier, « Terres de résistance. Les maquis des Cévennes gardoises (1942-1945) ».



pants de la Picharlerie : pour eux, l'histoire des Cévennes « s'est à plusieurs reprises identifiée, au cours des siècles, à l'histoire des résistances aux pouvoirs en place, jadis royal et religieux, hier collaborationniste, plus récemment au mode de vie dévastateur et inhumain du monde moderne ».

Mais la Résistance ne revêt pas qu'une signification locale, elle appartient également à la mémoire collective du pays tout entier, au « Panthéon des références sacrées de la nation française¹¹ ». Substantivée, elle occupe dans l'imaginaire collectif une place majeure car elle véhicule les valeurs cardinales de la nation française : fraternité, justice et tolérance. La figure du résistant incarne donc une certaine conception de l'identité nationale, adossée à des valeurs morales. Elle crée ainsi un espace social commun, sus-

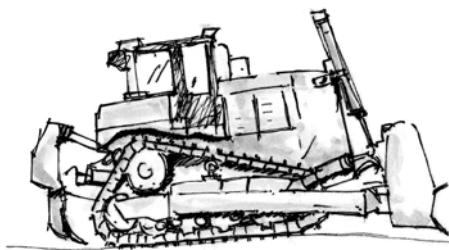
ceptible de rassembler la population de l'Hexagone.

Une mémoire disputée : pétrification patrimoniale, conflit de légitimité et quête de reconnaissance

Quoique l'émotion suscitée par l'événement, en tant que comportement collectif, semble unanime et s'exprime dans des termes sensiblement identiques, son vocabulaire étant relativement restreint, une lecture univoque de celle-ci serait néanmoins réductrice. Mobilisée différemment selon les personnes et les groupes, elle reflète des visions du monde distinctes, voire concurrentes. Ainsi les tensions qui se font progressivement jour au sein de la population locale, une fois le pic émotionnel passé, sont liées au décalage entre leurs horizons d'attente et d'expérience respectifs.

L'enquête montre en effet que deux discours antagonistes tentent chacun d'imposer leur usage légitime du passé et leur

11 Philippe HANUS, « Mémoire, histoire et actualité de la Résistance. Vassieux-en-Vercors. 16 octobre 2004 », *Bulletin de l'Association Rhône-Alpes d'Anthropologie*, n° 54, 2005, p. 12.



définition de la Picharlerie comme bien commun.

Le premier est généralement le fait de personnes – des Cévenols d'origine, mais une partie d'entre eux seulement – qui revendiquent leur autochtonie en défendant une conception essentialiste et exclusive de l'identité. Le lieu patrimonial est alors perçu comme la matérialisation de l'histoire locale, un témoin d'une identité enracinée, d'une appartenance fondée sur la parenté et la transmission de la mémoire familiale. Dans cette perspective, la Picharlerie apparaît comme le réceptacle d'une identité figée sur l'énonciation de son passé : dès lors, la destruction de ce « lieu mythique » est ressentie comme un véritable déni d'identité. Ainsi naturalisé, l'« esprit de résistance » renvoie à une conception quasi génétique de l'appartenance qui n'est pas sans conséquences ; la rhétorique identitaire procède dans ce cas d'un modèle qui se moule volontiers dans un communautarisme vecteur d'intolérance. De ce point de vue, les squatteurs incarnent une double menace : non seulement ils sont étrangers à la région et ne sont donc pas issus d'une lignée résistante locale dont ils retireraient une légitimité, en outre leur positionnement politique est source de méfiance et d'incompréhension. On comprend mieux alors les réticences à ce que d'autres qu'eux s'emparent de cette histoire et la revendiquent : l'appropriation du symbole de la Résistance est ressentie à la fois comme un détournement de sens et comme une dépossession.

Le second discours, porté par les ex-squatteurs et par ceux qui les soutiennent, est en rupture avec le précédent. Contre une conception fermée du patrimoine et de l'identité que ce dernier véhicule, il suggère au contraire que l'occupation de la Picharlerie a été une manière de faire vivre l'héritage en l'actualisant. Dans cette appropriation patrimoniale, on peut également voir une quête de reconnaissance : l'universalité des valeurs incarnées par le lieu n'offre-t-elle pas une voie détournée pour se doter d'une légitimité au regard du territoire, en suggérant que les « bons fils » seraient moins les descendants « biologiques » que ces nouveaux venus qui font preuve non seulement d'une connaissance de l'histoire locale mais aussi d'une volonté de sauvegarder cet héritage ?

Le patrimoine, catafalque¹² du passé ?

Ce sont donc bien deux conceptions du passé et du patrimoine qui sont en concurrence.

La première, classique, proche du modèle originel, y voit un bien transmis au sein d'un collectif selon l'axe des générations. Fondamentalement conservatrice, cette politique de la mémoire est exclusivement tournée vers une reconstruction / idéalisation du passé.

La seconde renverse au contraire le rapport au passé en s'inscrivant dans la perspective ouverte par J. Davallon avec sa notion de « filiation inversée » qui renvoie à une construction « depuis le présent » de la filiation, nous instituant par-là « héritiers

12 [NDLR] Estrade décorée sur laquelle, pendant une cérémonie funèbre, on place le cercueil, réel ou figuré, d'un mort. D'après le *Dictionnaire de l'Académie française*.

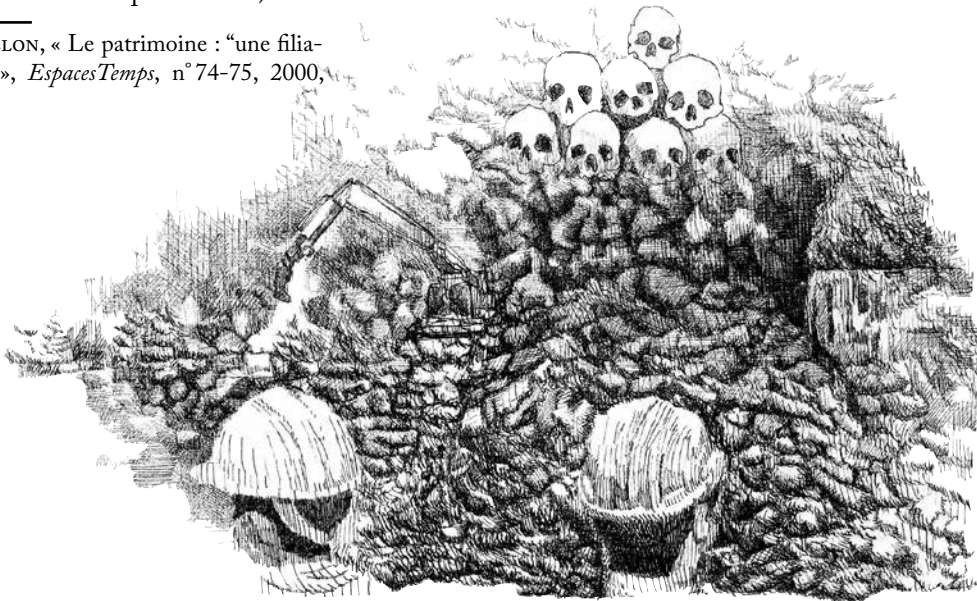
de ces choses du passé¹³ ». « Qui peut prétendre à vivre dans ce pays? », s'interroge une personne qui soutient les squatters : « ceux qui ne l'ayant pas reçu en cadeau d'héritage le font renaître en y habitant, en le restaurant à leur manière, en le cultivant, ou bien celui qui l'ayant reçu de ses ancêtres le tue en l'abandonnant puis en le rasant? ». C'est également l'avis d'un mystérieux « comité du Bois » qui réagit sur le site internet de la Picharlerie : « cinquante ans après, qui est là? Qui reconstruit le toit parti en fumée, les étages? Qui reprend les traversiers aux griffes des ronciers? Qui rouvre les circuits subtils de l'eau? Qui redonne vie à cette âme morte qui a tant vécu? Des gens qui inventent une vie nouvelle au lieu de jouer les victimes ».

Les ex-occupants s'engouffrent dans la brèche ouverte à la fois par le statut du propriétaire (« un pasteur! ») et par le discours identitaire d'une partie de la population locale. Ils condamnent l'attitude du clerc « obscurantiste » ainsi que de tous ceux qui préféreraient, affirment-ils, voir la Picharlerie « rasée et morte, plutôt qu'occupée et vivante ». Le fait qu'un pasteur porte principalement la responsabilité de cet acte destructeur suscite la consternation et l'incompréhension, tant

il paraît contradictoire avec les valeurs de tolérance et de solidarité que revendique le protestantisme : « Voilà un serviteur de Dieu, et qui plus est de l'Église réformée de France pour laquelle [...] l'accueil des réprouvés du monde et la notion de résistance à l'oppression ne sont pas des vains mots, qui n'aura pas assez d'années désormais pour mettre en cohérence ses actes et ses convictions » remarque un des soutiens des squatters; un autre n'a pas de mots assez durs pour fustiger ce serviteur de la religion réformée « qui a préféré fouler aux pieds ce pour quoi il était appelé ». Le malaise est d'autant plus vif que l'Église réformée est souvent allée extrêmement loin dans son souci d'actualisation du passé, avec notamment l'engagement pris en 1942 par les pasteurs de tout mettre en œuvre pour sauver les Juifs¹⁴; or le propriétaire de la Picharlerie ne saurait l'ignorer, pas plus qu'il ne peut méconnaître le fait que la minorité protestante est indissociable, par la résistance dont elle a fait preuve face au rejet et aux persécutions,

14 Voir Philippe JOUTARD, « Le Musée du Désert : une mémoire protestante », in Pierre NORA, (dir.), *Les lieux de mémoire I, les France III*, Paris, Gallimard, 1992, p. 2673-2675.

13 Jean DAVALLON, « Le patrimoine : "une filiation inversée"? », *EspacesTemps*, n° 74-75, 2000, p. 11.



de l'idée de liberté. Certains s'indignent d'ailleurs de la faible réaction du milieu protestant alors que l'évènement aurait dû avoir un retentissement tout particulier dans une population qui se flatte d'avoir joué un rôle majeur dans l'institution de valeurs qui ont été fixées dans le marbre de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Faut-il rappeler les bancs de nage des galères auxquels ils étaient enchaînés parce qu'ils avaient exercé cette liberté de pensée ? Et l'inscription « résister » gravée dans la pierre du cachot de la tour de Constance à Aigues-Mortes ? », arguent-ils. Pour eux, il importe donc qu'« au souvenir lâche et futile, le présent oppose et propose ses luttes ».

La politisation du débat : entre localité et universalité

Insensiblement, de manifestations sur la place publique en forums de discussion, l'émoi, qui immédiatement après la démolition de la Picharlerie avait une résonance patrimoniale, prend une signification de plus en plus politique. Le rassemblement du 25 août 2007 marque à

cet égard un tournant : alors qu'un débat houleux met aux prises les partisans d'un dialogue avec la population autochtone et les squatteurs qui depuis l'évènement sont en voie de radicalisation, la création d'un collectif « pour vivre et résister ici et maintenant » est annoncée. Ses objectifs sont présentés dans un texte illustré par un dessin qui est une allusion directe à la destruction de la Picharlerie : une pelle mécanique dont le bras est armé d'une masse utilisée pour les démolitions.

Dès lors, les divergences ne vont plus cesser de se creuser, dans un premier temps entre squatteurs et défenseurs d'une conception fermée de la « cévenolité », puis parmi tous ceux qui avaient massivement soutenu les squatteurs.

Ce sont d'abord les anciens résistants qui se désolidarisent des squatteurs, se refusant à comparer « l'illégalité du squat avec l'illégalité de ceux qui ont risqué leur vie en 39-45 »¹⁵. Puis c'est la randonnée commémorative organisée en avril 2008 à la Picharlerie, en lieu et place de la pose d'une stèle, qui tourne court ; loin de calmer les esprits, elle ne fait au



contraire qu'aviver les dissensions. Le mot d'ordre des organisateurs, « oublier les polémiques du XXI^e siècle » – allusion à peine voilée à la controverse provoquée par la destruction de la Picharlerie – est en effet aussitôt traduit lapidièrement par un proche des anciens squatteurs : « La résistance commence avec les héros et les martyrs du comité national de la Résistance... et s'y arrête. Ainsi béatifiée, l'histoire se fige ».

Mais des désaccords surgissent également entre les squatteurs et leurs sympathisants, comme le montre la lettre ouverte que leur adresse un ancien militant maoïste, familier de la région et dans laquelle il les met en garde contre « les dangers de la pente savonneuse sur laquelle [ils] se sont engagés en reprenant à leur compte les mythes de la Résistance ». Y décelant au contraire le prélude à la reconstitution de l'État-nation, ce qui est loin à ses yeux de satisfaire leur volonté d'autonomie, il les exhorte à ne pas venir « bassiner avec la Résistance, terme qui renferme le même mensonge que celui de démocratie¹⁶ ». La faible présence de néoruraux depuis longtemps intégrés au sein de la population locale lors du rassemblement du 25 août 2007 vient en outre confirmer leur prise de distance vis-à-vis des anciens squatteurs.

Deux ans après le rasement de la Picharlerie, même si la sensibilité à l'événement est encore vive, les significations qui y sont attachées semblent s'être déplacées. La polémique qui s'était nouée autour du sens qu'il convient de conférer à ce haut

lieu de la Résistance a dans un premier temps été le levier d'une crise locale des rapports sociaux, puis d'une mobilisation politique visant en quelque sorte à « délocaliser » le discours local¹⁷. Tandis que certains « locaux » s'emploient à se démarquer des squatteurs, leur reprochant d'instrumentaliser la Résistance afin de légitimer une occupation illégale et qui menace le droit de propriété, ces derniers dénoncent en retour une pratique de la mémoire volontairement sélective et déformante, qui n'aurait d'autre objectif que de justifier leur éviction.

On peut se demander dans quelle mesure ce n'est pas l'impossibilité à dépasser cette opposition entre deux usages du passé qui a creusé la frontière entre les squatteurs, en demande de légitimité territoriale, et ceux parmi les autochtones qui y recherchent une confirmation d'identité. En se focalisant sur la dimension patrimoniale des affects, ne court-on pas le risque d'une lecture simplificatrice de ces mobilisations collectives? Dans le cas étudié, la frontière semble extrêmement ténue et poreuse entre la réaction collective engagée au nom du patrimoine et celle qui l'est au nom d'une certaine conception de la justice sociale.

Françoise Clavairolle
Maîtresse de conférences en
anthropologie
Illustrations de Merhake p.54 et
Giuseppe p.61

16 André DRÉAN, « De Tillon à Guingouin : les mythes de la Résistance dans les Cévennes et ailleurs », 2007, <http://www.non-fides.fr/?De-Tillon-a-Guingouin-Les-mythes> (consulté le 8 septembre 2020)

17 Maryline CRIVELLO et Nicolas OFFENSTADT, « Introduction », *op. cit.*, p. 199.

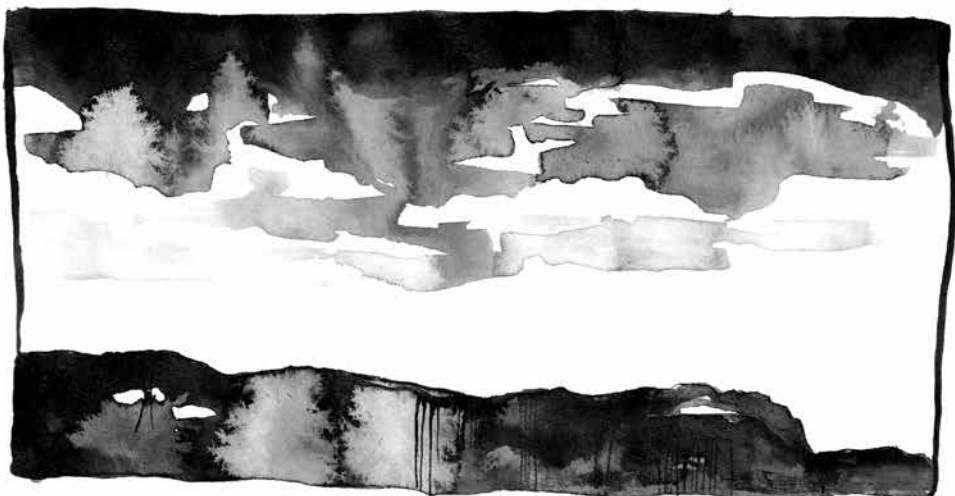


Illustration de Rita